

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES SUCCESSIONS

DANS

LE TRAITÉ FRANCO-SUISSE

du 15 juin 1869

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 23 janvier 1913, à 1 heure 1/2

PAR

André PECARD

Avocat

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Rédacteur au Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts

Président M. PILLET, *professeur.*

Suffragants : { MM. WAHL, *professeur.*
CAPITANT, *professeur.*

PARIS

H. PARRIEL & TH. BRION, ÉDITEURS

21, RUE CUJAS (V°)

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES SUCCESSIONS

DANS

LE TRAITÉ FRANCO-SUISSE

du 15 juin 1869

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 23 janvier 1913, à 1 heure 1/2

PAR

André PECARD

Avocat

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Rédacteur au Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts

Président M. PILLET, *professeur.*

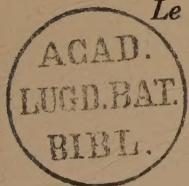
Suffragants : { MM. WAHL, *professeur.*
CAPITANT, *professeur.*

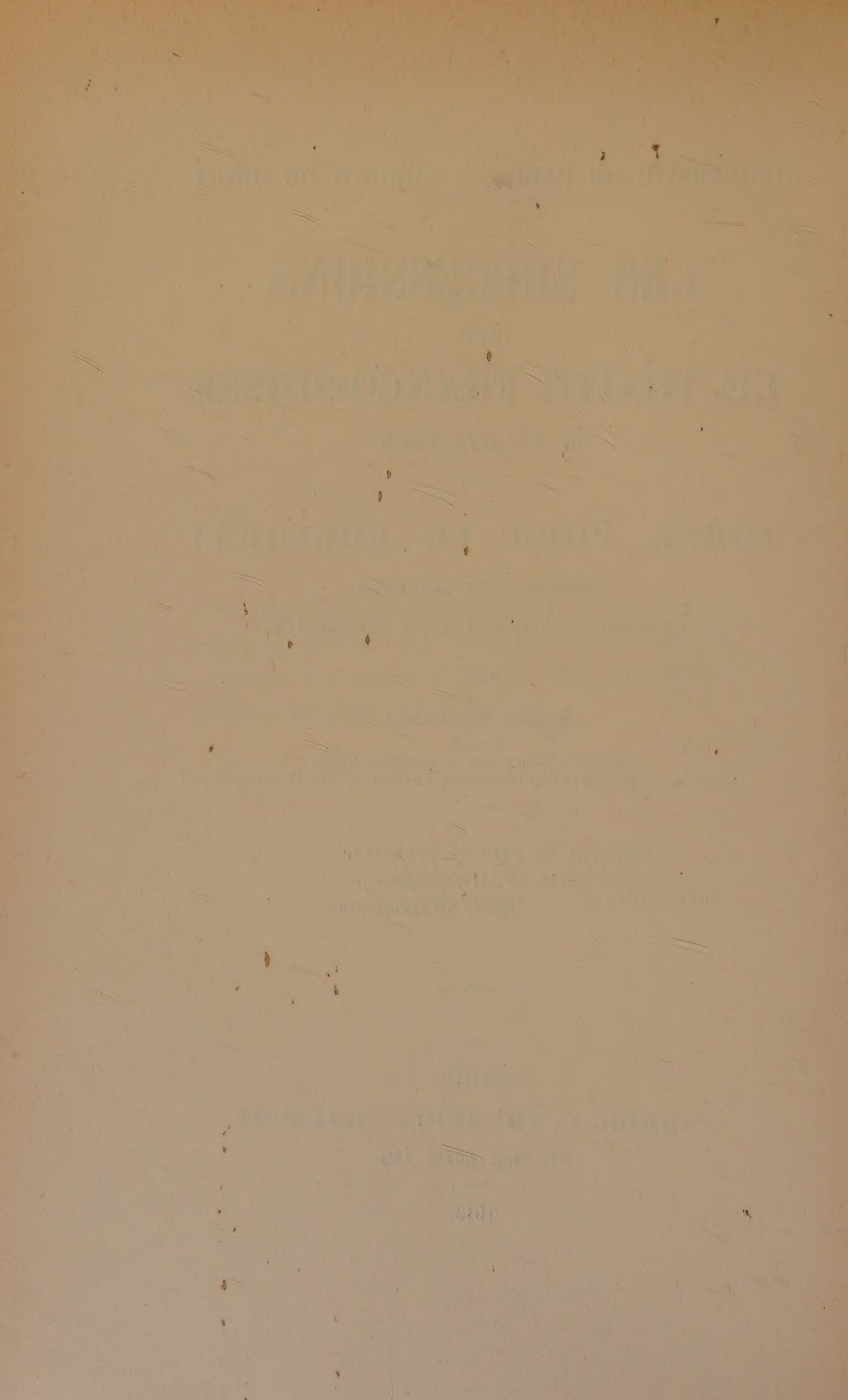
PARIS

PARRIEL & TH. BRION, ÉDITEURS

21, RUE CUJAS (v^e)

1913





A MA FEMME

LES SUCCESSIONS

DANS

LE TRAITÉ FRANCO-SUISSE

du 15 juin 1869

INTRODUCTION

Le droit d'aubaine

L'ancien droit français frappait l'étranger de diverses incapacités qui constituaient le droit d'aubaine. La condition civile de l'étranger y trouvait son principe et son règlement.

L'idée fondamentale de cette institution résidait dans la distinction romaine du *jus gentium* et du *jus civile*, que les légistes exhumèrent (1). Dans ce moule vide, à deux compartiments, les praticiens classèrent, un peu arbitrairement, les droits et facultés juridiques. D'une façon générale, le droit des gens comprit les actes entre vifs, représentant les facultés du

1. Gaius I, 1 : *Inst.* 1, 2, De j. nat et gent. 1 : Quod quisque populus ipse sibi jus constituit, id ipsius proprium est civitatis vocaturque jus civile quasi jus proprium civitatis — quod vero naturalis ratio inter omnes populos perœque custoditur vocaturque jus gentium.

jus gentium, que tout être humain pouvait exercer ; le droit civil correspondit aux actes à cause de mort, que pouvaient seuls faire les nationaux, comme le *jus civile* était réservé aux seuls *cives* (1).

A ce dernier point de vue, l'incapacité de l'étranger ou aubain était complète, activement et passivement. Cette incapacité successorale était la plus forte déchéance attachée à la qualité d'étranger. Aussi est-ce ce sens étroit que prit, à la fin de l'ancien droit, le mot « aubaine », qui à l'origine désignait une condition générale et non une incapacité spéciale.

En fait, de nombreuses concessions royales atténuaient la rigueur du droit d'aubaine ; les traités diplomatiques établirent aussi un nombre considérable d'exemptions (2). La Suisse et la France, comme nous le verrons par la suite, ne tardèrent pas à l'abolir dans leurs rapports. Au fur et à mesure que les vestiges de l'institution tombaient, les conflits internationaux de lois en cette matière successorale naissaient, se développaient et les traités, simples à l'origine, devenaient insuffisants et l'on dut, à chaque révision nécessaire, envisager de nouvelles questions que le droit d'aubaine avait empêché de connaître.

L'article 5 de la Convention franco-suisse du

1. Sur ce point, le Code civil a suivi l'ancien droit, l'analogie est frappante de cette formation et de la façon dont la jurisprudence interpréta l'article 11. L'étranger jouit en France des facultés du droit des gens ; il ne jouit des facultés du droit civil que sur le pied de la réciprocité diplomatique. Il appartient aux tribunaux de classer les facultés dans ces deux catégories.

2. En 1789, la France avait 66 traités de ce genre contenant abolition du droit d'aubaine, avec substitution d'un droit dit de détraction de 1/20 à 1/5 de la succession.

15. juin 1869, qui fait l'objet de la présente étude, contient la dernière formule adoptée pour régler les rapports de succession entre les ressortissants des deux États. En comparant cet acte diplomatique à ceux qui l'ont précédé, on aperçoit que le développement de la matière a nécessité des révisions relativement fréquentes ; à le comparer au droit désirable, il semble maintenant en arrière, étape, expression condamnée à disparaître pour être remplacée par une autre plus conforme au mouvement qui modifie les législations internes.

Son étude nous offre la cristallisation des dernières idées internationales qui furent mises en pratique ; nous y trouverons un état de droit, reflet de droits intérieurs demeurés à peu près tels, qui menace de durer encore quelque temps, si une révision sincère, dans le sens formulé à La Haye, ne vient pas y mettre un terme qui sera fort heureusement accueilli.

PREMIÈRE PARTIE

COMPÉTENCE LÉGISLATIVE ET COMPÉTENCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE DE SUCCESSIONS DANS LE DROIT COMMUN INTERNATIONAL.

Compétence législative et compétence judiciaire

La transmission du patrimoine, à titre universel par décès, présente deux questions connexes : question de compétence législative, question de compétence juridictionnelle.

Tout conflit de lois offre deux faces, dont l'importance et la difficulté varient suivant les cas : Étant donnée une espèce 1° dans quelle loi faudra-t-il chercher la solution légale à lui appliquer ?

2° Cette loi étant trouvée, quel sera le juge qui devra faire l'application de la solution incluse ?

Les rapports respectifs de ces deux compétences sont malaisés à définir. D'aucuns ont voulu les lier : ainsi les négociateurs du traité de 1869 ; c'est une idée qu'il faut absolument rejeter. Elle s'expliquait de la part de ces diplomates, elle avait cours chez eux (1) dans les circonstances d'alors, elle offrait

1. On en retrouve l'application dans le traité franco-autrichien du 11 déc. 1866.

l'avantage d'une solution simple en présence de la mosaïque des législations suisses.

Cette idée a perdu toute considération. Il ne semble plus que l'on puisse objecter que le juge du pays peut, seul, avec justesse appliquer la loi de ce pays (2). Quelque justifiées que soient les critiques soulevées par certaines décisions de nos tribunaux, l'étude du droit international est suffisamment éclairée pour que l'on puisse espérer des solutions équitables dans l'application des lois étrangères.

A priori, la compétence judiciaire semble naître de la compétence législative et en quelque sorte lui être subordonnée. A la vérité, l'une est un but, l'autre un moyen, ce n'est pas à dire que l'une suit l'autre, il faut y voir deux aspects d'une même question, tous deux aussi importants et absolument indépendants l'un de l'autre. La doctrine a donné plus de vulgarisation à la compétence législative, à raison de son caractère théorique, mais ce n'est pas une raison pour lui donner une place prééminente et une fonction directrice. S'il est utile de savoir quelle loi doit régir telle catégorie de matières, il est pratiquement tout aussi important de savoir à qui s'adresser pour faire appliquer cette loi. L'intérêt est considérable et c'est une question primordiale de bonne administration de la justice.

Plus le cercle des relations internationales s'élargit, plus les rapports demandent de fixité, de garantie et de rapidité.

2. Cette défiance à l'égard du juge étranger est la base de l'art. 14 du Code civil.

Il appartient au juriste de fixer aux deux compétences des règles rationnelles en tenant compte de l'intérêt pratique attaché à leur application.

Compétence législative

Avant d'entrer dans l'étude de la pratique suivie en France, il est indispensable de faire un rapide examen de la théorie doctrinale de compétence législative.

On y reconnaît trois phases de développement. La première, féodale, territoriale, connaissait la soumission intégrale à la loi de la situation et, très anciennement, s'appliquait aux meubles comme aux immeubles. Cette idée est encore soutenue aujourd'hui par Marcadé (n° 78).

A la rigueur de ce système, on apporta une modification, relative à la succession mobilière ; les jurisconsultes statutaires essayèrent de pallier aux inconvénients de la doctrine purement territoriale en faisant régir la succession mobilière par la loi du domicile ou la loi nationale. C'est essentiellement un compromis, une dérivation du système primitif plutôt qu'une doctrine indépendante.

Ce fut la doctrine des auteurs du Code et quelques bons auteurs tentent encore de la justifier (1).

La dernière étape de cette évolution contient la formule généralement acceptée formule du droit futur qui commence à pénétrer les Codes modernes (2) :

1. Demolombe I, 80. Aubry et Rau I, 31, n° 45.

2. C. c. italien (1865). C. c. espagnol (1889). Codes grec, japonais ; Institut de Droit internat. (session d'Oxford, 1880).

la succession entière est régie par une loi unique.

Sur le tronc de ce principe, deux opinions sont nées. D'aucuns estiment que la loi désirable est celle du domicile (1); d'autres, et c'est le plus grand nombre, préfèrent la loi nationale (2).

La jurisprudence française ne trouvait dans ces textes que peu d'idées directrices. Aussi retrouve-t-on actuellement, inchangée, la tradition de l'ancien droit, qui servit à combler les lacunes des Codes.

Ceux-ci ne contenaient que deux textes intéressant notre matière :

L'article 3 du Code civil,

L'article 59 du Code de Procédure civile.

Le premier règle la compétence législative en ce qui concerne les immeubles, et d'une façon générale :

Art. 3. — « Les immeubles, même ceux possédés
« par des étrangers, sont régis par la loi française. »

Le second contient, à notre point de vue des successions, une règle spéciale.

Art. 59. — 6^e alinéa : « En matière de succession.

Le défendeur sera assigné :

1^o Sur les demandes entre héritiers, jusqu'au partage inclusivement ;

1. Théorie de Savigny et de son école : Böhemer Menken, Tittman, Eichorn, Göschen, Wöchter.

2. Théorie issue de l'École de Mancini, dite École italienne. Cette théorie se ressent des idées de son fondateur ; le but pratique était la prépondérance du principe des nationalités, l'unification italienne ; les motifs invoqués par cette École se ressentaient de cette préoccupation politique et n'ont qu'une valeur relative. Néanmoins le but idéal était bon.

2° Sur les demandes qui seraient intentées par des créanciers du défunt, avant le partage ;

3° Sur les demandes relatives à l'exécution des dispositions à cause de mort, jusqu'au jugement définitif, devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte.

L'article 3 précité indiquait formellement la loi à suivre. Les travaux préparatoires ne peuvent laisser aucun doute à cet égard ; c'était l'idée en cours lors de la confection du Code. Depuis elle a été dogmatisée par une suite imposante d'arrêts (1) et aucune convention diplomatique n'a porté atteinte à ce principe. Le Code est au contraire muet au sujet des meubles : *De minimis non curat prætor*.

Néanmoins, l'opinion des auteurs du Code n'est pas douteuse. Les jurisconsultes du XVIII^e siècle notamment Froland, Boullenois, soumettaient la succession mobilière à la loi du domicile suivant en cela l'adage *mobilia sequuntur personam* et l'interprétation de Dumoulin suivant laquelle on suppose tous les meubles fictivement concentrés au lieu du domicile du défunt. En 1804, ces idées n'avaient pas changé.

Toutefois, en l'absence de règle formelle, la jurisprudence hésita longtemps avant de se fixer et on peut enregistrer de larges oscillations.

Un arrêt de la Cour de Paris du 15 novembre 1833,

1. Cass., 2 juin 1806 ; 26 juillet 1818 ; 14 mai 1837, S.1837.1.195, et D.37.1.274 ; 22 mars 1865. D.65.1.127 ; 5 déc. 1871, D.72.1.313 ; 31 mars 1874, D.74.1.299 ; 4 avril 1881, D.81.1.38 ; 2 avril 1884, D.84.1.127. 24 janvier 1892, S.92.1.79 ; Toulouse, 22 mai 1880, J.D.I.P. 81.61 ; Seine, 25 juin 1880, J.D.I.P. 81.163. Bordeaux, 14 juin 1893, D.97.1.137, etc., etc.

attribue la succession d'un étranger, en deshérence à l'État français, faisant ainsi de la territorialité pure.

Un arrêt de la Cour de Grenoble du 25 août 1848 (1) applique la loi du lieu d'ouverture de la succession, c'est-à-dire du domicile de fait.

Un arrêt de la Cour de Paris, du 13 mars 1850 (2) reniant l'antécédent de 1833 fait rentrer la succession mobilière dans le domaine du statut personnel, et fait, par une conséquence erronée, application de la loi du domicile.

Enfin, un jugement du tribunal du Havre du 22 août 1872 (3), applique la loi nationale à toute la succession. Cette décision est restée isolée.

Cependant d'autres arrêts nombreux s'étaient déclarés pour la loi du domicile (4) et vers 1875 la jurisprudence se fixa définitivement dans le sens de l'application de la loi du domicile légal.

Un arrêt récent de la Cour de cassation du 8 mars 1909 (5) rendu sur les conclusions du Procureur général Bauduin déclare que les biens meubles de l'étran-

1. S. 49.2.257.

2. S. 51.2.791.

3. S. 72.2.313.

4. Riom, 7 avril 1835. S. 35.2.374; Paris, 25 mai 1852. S. 52.2.289 et 6 janvier 1863. S. 64.2.241; Cass., 5 mai 1875. S. 75.1.409 et 24 juin 1878. D. 79.1.56. S. 78.1.429; Colmar, 24 août 1894. S. 95.4.28, etc., etc.

5. *Gaz. des trib.*, 28 mai 1909. Concl. du P. G. Bauduin et Pandectes fr. périod. 1909.1.65.

« Attendu, dit l'arrêt, que la transmission abintestat ou testamentaire de la succession mobilière d'un étranger n'est pas régie par la loi française, mais par la loi nationale de cet étranger, lorsque celui-ci résidant en France, où il est décédé, n'y a point acquis, à défaut d'une autorisation du Gouvernement français, son domicile légal. »

ger décédé en France sont réputés être au lieu du domicile légal du défunt, dans son pays, et sont régis par la loi étrangère.

Compétence judiciaire

Nous retrouvons ici, en matière immobilière la même règle invariable et dogmatique de compétence territoriale. Le caractère immobilier des biens oblige, par la nature des choses, à centraliser au lieu de situation, tout ce qui a trait à eux. La compétence des tribunaux du ressort se trouve affirmée en législation interne dans l'article 59 du Code de Procédure civile. L'arrêt (précité en note) du 14 mai 1837 déclare que les tribunaux français sont seuls compétents pour opérer le partage des immeubles laissés par un étranger, même décédé à l'étranger. La jurisprudence n'a jamais varié.

Pour les meubles, l'article 59 du Code de Procédure, disposition interne, ne peut nous être d'aucune utilité directe. Néanmoins cet article énonçant la compétence du tribunal de l'ouverture de la succession c'est-à-dire du domicile du défunt, il y a tout lieu de penser que c'est par analogie que la jurisprudence reconnaît la compétence du juge du domicile légal du *de cujus*. C'est ainsi qu'a jugé la Cour de cassation dans son arrêt précité du 8 mars 1909 en déclarant le juge étranger compétent pour connaître de la succession mobilière de l'étranger qui n'a pas en France de domicile légal.

En arrivant au terme de ce rapide aperçu si nous reprenons la considération du rapport des compétences nous constatons que la pratique française, dans son dernier état, semble les lier. Les immeubles dépendent de la *lex* et du *forum rei sitæ*, les meubles de la *lex* et du *forum domicilii*.

Il semble donc qu'il y ait là, sinon une doctrine théorique organisée, au moins une pratique de fait que l'on puisse invoquer et c'est peut-être là que les diplomates de 1866 et de 1869 trouvèrent ce rapprochement qu'ils considéraient comme une règle légale et indiscutée.

Les traités. — Dans les traités qu'il conclut avec les pays étrangers, le Gouvernement français confirma les règles de notre jurisprudence. Les conventions relatives aux successions brisent l'unité de la succession, distinguent la succession mobilière et la succession immobilière et appliquent aux premières la loi nationale du *de cuius* et aux secondes la loi de situation des biens.

Ainsi : la Convention franco-autrichienne du 11 décembre 1866 (art. 2), la Convention franco-suisse du 15 juin 1869 (art. 5), la Convention franco-russe du 1^{er} avril 1874 (art. 10).

Ces trois traités contiennent des dispositions relatives à la compétence juridictionnelle. L'article 2 de la Convention franco-autrichienne du 11 décembre 1866 dispose :

Art. 2. — « La succession aux biens immobiliers
« sera régie par les lois du pays dans lequel les im-
« meubles seront situés et la connaissance de toute

« demande ou contestation concernant les suc-
« sions immobilières appartiendra aux tribunaux de
« ce pays.

« Les réclamations relatives aux successions mo-
« bilières, ainsi qu'aux droits de succession sur les
« effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays
« par des sujets de l'autre pays, soit qu'à l'époque de
« leur décès ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent
« simplement de passage, seront jugées par les tri-
« bunaux ou autorités compétentes de l'état auquel
« appartenait le défunt et conformément aux lois de
« cet état. »

Le traité franco-russe du 1^{er} avril 1874, dans son article 10, contient une disposition à peu près iden-
tique.

Dans le traité, dont nous allons commenter l'arti-
cle 5, bien que signé du même négociateur français qui
signa le traité franco-autrichien de 1866, la formule
est incomplète et ne traite que de la compétence lé-
gislativè immobilière et de la compétence judiciaire
mobilière.



DEUXIÈME PARTIE

LES TRAITÉS ANTÉRIEURS LES NÉGOCIATIONS DE 1868 LES PRINCIPES DIRECTEURS

Traités antérieurs

Le traité franco-suisse de 1869 a des ancêtres à des époques lointaines.

Sans parler des traités de paix (1), il faut remonter jusqu'au *traité d'Aarau du 1^{er} juin 1648* (2) pour trouver le germe des relations particulières qui font l'objet de cette étude :

La première réglementation des successions apparaît dans le *traité passé en 1771* entre la France et les Cantons suisses protestants.

« Bien entendu qu'il aura été préalablement fait
« inventaire desdites successions par les juges des
« lieux et que dans tous les cas ci-dessus exprimés,
« les citoyens et sujets respectifs seront tenus aux
« lois, formalités et droits établis dans les états et
« pays où lesdites successions auront été ouvertes, à

1. Traité de paix et d'amitié de 1444. Paix perpétuelle de Fribourg de 1516.

2. En 1648, les traités de Westphalie reconnurent définitivement et officiellement la Suisse comme puissance indépendante de l'Empire. Le traité d'Aarau fut renouvelé en 1715.

« l'exception cependant des droits d'aubaine et de
« traite foraine. »

Juge et loi uniques, au lieu de la situation ou de
l'ouverture de la succession.

Quelqu'embryonnaire que soit ce texte, il semblait
cependant qu'il fût clair et dû, pour l'époque, être
considéré comme suffisant. Il souleva néanmoins des
attaques fort vives ; il faut reconnaître d'abord qu'il
ne s'appliquait qu'aux cantons protestants et le vœu
fut émis que tous les Suisses fussent sur un pied
d'égalité sans distinction de religion. En 1776, le can-
ton de Fribourg se plaignit que l'on obligeât les Suis-
ses à prouver leurs titres devant les juges du lieu
de la mort, cause de grands frais et réclama la com-
pétence basée sur le domicile des héritiers.

Juridiquement, cette prétention était inadmissible.
Jamais la nationalité ou le domicile des héritiers ne
doit servir de base à une compétence législative ou
judiciaire. On tint néanmoins compte de ce désir, lors
de la négociation du *traité de Soleure*, conclu le
28 mai 1777 entre la France et tous les États suisses :

« ... Dans le cas néanmoins où un Suisse décéderait
« en France, sans avoir disposé des biens meubles
« qu'il y possédait et où ses plus proches parents
« seraient tous domiciliés en Suisse, les difficultés
« qui surviendraient entre lesdits parents à raison de
« l'habileté à succéder au défunt seront portées de-
« vant le juge naturel et ordinaire de ces héritiers et
« parents et réciproquement... »

Il faut enregistrer ici un point important. En satis-
faisant au désir suisse, les signataires du traité ont
fait bien et mal.

Bien : en reconnaissant la compétence du juge et par conséquent de la loi nationale du *de cujus*, ce qui est le premier pas dans les théories modernes.

Mal : en basant cette compétence sur la qualité des héritiers.

C'était, il est vrai, encore l'exception, il fallait que les proches parents fussent tous domiciliés en Suisse et que la difficulté s'élevât entre ces proches parents. Cette étroitesse de domaine prouve que la disposition a été inscrite pour satisfaire au vœu suisse. Il est néanmoins vrai que l'adoption de cette exception offre un intérêt historique de premier ordre ; le premier pas était fait, le second ne tarda pas à être franchi.

En 1798, un *traité de paix et d'alliance* portait en son article 10 :

« Art. 10. — Les contestations qui pourraient
« s'élever entre les héritiers d'un Français mort en
« Suisse, à raison de sa succession, seront portées
« devant le juge du domicile que le Français avait
« en France.

« Il en sera de même à l'égard des contestations qui
« pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse
« mort en France. »

On voit de suite le changement heureux. La compétence nationale devient la règle alors qu'elle n'était qu'exceptionnelle ; de plus et surtout la règle de droit est redressée par ce fait que c'est le domicile qui détermine la compétence. L'ouverture de la succession est fictivement reportée au dernier domicile dans le pays national.

Le traité de 1803. — 27 septembre, reproduit les termes mêmes de 1798.

Celui du 18 *juillet* 1828 ne trouve pas de rédaction meilleure et reproduit les conventions précédentes.

Art. 3. — Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Français mort en Suisse « à raison de sa succession seront portées devant le « juge du dernier domicile que le Français avait en « France ; la réciprocité aura lieu à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers « d'un Suisse mort en France. »

La seule modification consiste dans l'apposition de « dernier » devant le mot « domicile », modification d'ailleurs de pure forme, n'entraînant aucune conséquence de fond.

Les traités antérieurs au traité de 1828 ne parlaient pas de compétence législative ; il semble que les conflits de lois n'existaient pas ou étaient rares. Cela peut s'expliquer par la difficulté des communications, aussi et surtout par le manque de législation uniforme ; « toutes coutumes étaient réelles » et la législation spéciale de l'aubaine ne pouvait laisser aucun doute sur la liaison des compétences : théoriquement et pratiquement, le juge ne pouvait appliquer que sa propre loi.

On peut à bon droit s'étonner qu'en 1828, on n'ait pas songé à aborder cette importante question. C'était une grave lacune que les événements et l'importance croissante de la question devaient aggraver. Trop peu précis pour l'époque, le traité de 1828 laissait une place que quelques-uns considèrent comme excessive à l'arbitraire des tribunaux, et dont se plai-

gnit la Suisse, parce que la France, se retranchant derrière le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, refusait d'intervenir dans les décisions des tribunaux.

Déjà en 1862-1863, il avait été question de réviser le traité du 18 juillet 1828, en même temps que l'on négociait 5 traités de commerce, d'établissement, de propriété littéraire, artistique et industrielle et des rapports de voisinage et forêts limitrophes.

Toutefois, l'importance des matières et des travaux nécessaires amena les négociateurs à décider la disjonction des matières de droit civil.

Dès 1866 les négociations reprirent et aboutirent en 1869 à un projet, accepté et signé par les plénipotentiaires le 15 juin 1869 (1).

Ce projet fut présenté à la Haute Assemblée fédérale suisse, précédé d'un message en date du 29 juin 1869.

La convention est accompagnée d'un protocole explicatif qui a la même force obligatoire que le traité lui-même. L'échange des ratifications eut lieu le 15 octobre 1869.

Le décret français de promulgation porte la date du 19 octobre, 2 novembre 1869. — D. P. 70.4.6 — pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1870.

Les Principes directeurs de la Convention de 1869

Il nous a paru qu'il était bon, à cet endroit de de notre étude, c'est à-dire au seuil du commentaire

1. Sur tous ces points, lisez le *Message fédéral* du 29 juin 1869.

détaillé, d'essayer de dégager les idées principales qui ont influé sur les négociations relatives à l'article 5 et de fixer les principes directeurs qui doivent servir de points de repère à son interprétation.

Ces principes sont presque tous contenus dans le *Message du Conseil fédéral* du 28 juin 1869.

Division de la succession suivant la nature des biens

Le premier de tous, le plus vite aperçu, est la division de la succession suivant la nature mobilière ou immobilière des biens qui la composent. Nous avons vu que le droit désirable préconise l'unité législative de la succession, mais que l'état actuel de la législation en France comporte une règle spéciale réservant une compétence territoriale absolue pour les immeubles. Cette règle a toujours été appliquée par la jurisprudence, intégralement ; le traité l'a laissée intacte.

Le *Message fédéral* expose que la Suisse a demandé que l'unité de la succession soit proclamée et que « les lois du lieu d'origine du défunt fussent constamment appliquées lors du partage d'une succession et cela même quand une partie de l'héritage consiste en immeubles situés sur le territoire de l'autre État contractant ».

Ce fut en vain ; le Gouvernement français maintint comme une condition *sine qua* non de la révision du traité de 1828 la compétence spéciale de la succession immobilière.

Cette compétence est législative et judiciaire.

1° Le *Message* déclare formellement que les lois

du lieu de situation seront seules applicables aux immeubles.

2° La question de compétence relative aux immeubles a été liée dans les négociations au maintien de la loi de 1819. Or il faut que la compétence judiciaire des successions immobilières appartienne aux tribunaux de la situation, car on ne peut supposer que les tribunaux suisses se chargeraient d'appliquer la loi de 1819. C'est pour conserver l'application de cette loi que le Gouvernement français a tenu à ce que ses tribunaux conservent la connaissance de la succession immobilière.

3° La solution donnée par le traité contemporain de 1866, avec l'Autriche, qui spécifie que la compétence judiciaire et législative de la succession immobilière est réservée aux tribunaux et lois du lieu de la situation, est un précédent qu'il est impossible de négliger.

4° Enfin le principe des compétences liées, que nous exposerons plus loin ne permet pas d'adopter une autre solution.

La succession mobilière est régie par la loi nationale.

La dérogation à notre droit commun est presque nulle. La succession mobilière de l'étranger y est régie par la loi de son domicile légal qui se confond en fait avec sa loi nationale (1). C'est en ce sens que

1. Néanmoins on verra les difficultés qui se sont élevées à propos de l'admission à domicile.

quelques tribunaux ont déclaré que la succession mobilière de l'étranger était en principe régie par la loi nationale, confondant deux idées qui aboutissent dans la très grande majorité des cas au même résultat.

A vrai dire, même dans notre traité, la compétence législative reste basée sur le domicile, mais sur le dernier domicile national.

Les deux principes sus-énoncés, démontrent que la succession est disloquée, brisée suivant la nature de sa composition. Au lieu de former un tout, elle n'est qu'une réunion des biens particuliers.

La liaison des compétences

Le troisième principe, tout à la fois, le plus important et le plus contesté, celui qui fut admis longtemps sans débat et qui explique le mieux les obscurités du traité, est le principe de la liaison des compétences.

On lit dans *le Message*.

« Il est convenu que le juge compétent appliquera
« toujours sa propre loi ; les délégués français ont
« refusé de le mentionner formellement dans le traité
« parce que cela se comprend de soi. Ils ont déclaré
« catégoriquement qu'il ne pouvait exister aucun
« doute à cet égard.

La loi ne peut-être appliquée que par le juge du pays de cette loi. Inversement le juge ne peut appliquer que sa propre loi. Indiquer l'un c'est indiquer l'autre.

Dès lors, on peut essayer de donner une explica-

tion de la rédaction si défectueuse, quant à l'indication des compétences : les délégués n'ont expressément écrit que ce qui pouvait paraître indispensable de bien fixer, soit comme dérogation, soit comme maintien.

Alors que les tribunaux français se déclaraient compétents pour appliquer la loi étrangère aux successions d'étrangers domiciliés de fait, il fallait spécifier que cette compétence ne leur appartenait plus vis-à-vis des Suisses. On a rien changé quand à la compétence législative et l'une suivant l'autre, la succession se trouvait légalement reportée au dernier domicile du défunt dans sa patrie.

La dernière phrase de l'alinéa 1^{er} relative aux immeubles, fixe la compétence législative spécialement parce que les efforts des délégués suisses avaient tendu à leur faire appliquer la même loi qu'aux meubles, ce qui eut abrogé la loi de 1819; c'est un « donné acte » simplement, il n'y avait rien de changé à la compétence judiciaire. Ce principe était si ancien qu'il était inutile d'en examiner le maintien.

Dans l'esprit des rédacteurs de cet article les points essentiels étant fixés, le principe de la liaison des compétences devait faire le reste.

Ce principe a été vivement combattu, notamment par une nouvelle opinion qui tente de tirer du traité la reconnaissance d'un for spécial de succession, généralement chargé de la liquidation.

M. Pillet fait remarquer que le passage invoqué dans *le Message* a été écrit à propos de la loi de 1819 et qu'en le citant détaché du contexte, on lui donne une portée plus étendue qu'il n'a en réalité. Cette

objection est fort exacte mais nous pouvons répondre que si les négociateurs ont refusé d'indiquer que le juge compétent appliquera toujours sa propre loi, c'est que c'était une règle générale, qui s'appliquait aussi bien aux questions principales qu'à la question spéciale des dispositions établissant des privilèges.

On objecte aussi la construction grammaticale de l'article 5 qui après avoir posé la règle générale du for dit « Toutefois ou devra... » Cette restriction ne s'appliquant qu'à la compétence législative, la compétence du for restant entière.

La disposition que nous commenterons est loin d'être un modèle de clarté; il semble au contraire qu'on ait semé des embûches au milieu d'une obscurité et d'un brouillard volontaires. Un argument de ce genre perd donc une grande partie de sa valeur.

D'ailleurs, nous pourrions opposer à ce « toutefois » un mot du *Message*, si nous ne craignons de voir refuser toute valeur à un acte unilatéral dans cette discussion.

Expliquant les rapports naissant du traité, le *Message fédéral* commence par poser les règles de compétence *judiciaire* applicables à la succession mobilière (« s'il s'agit uniquement de bien meubles ») et ajoute sans avoir parlé de compétence législative: « *Au contraire*, s'il s'agit d'immeubles, le partage et la *liquidation* de la succession sont toujours soumis à la loi de l'État, soit du canton où ces immeubles sont situés (1). »

1. Nous pourrions aussi tirer argument de la contexture de l'art. 10 du traité, relatif à la tutelle :

« Art. 10. — La tutelle des mineurs et interdits français résidant en

Or — et ceci est de nature à infirmer l'objection soulevée par M. Pillet — c'est à la fin de ce résumé de l'article 5, alinéa 1 et 2, soit 12 lignes après que l'on trouve le passage dont on veut diminuer la valeur. On peut donc insinuer, sans invraisemblance que cette phrase dernière s'applique généralement aux parties A et B du résumé. (Voir *le Message*.)

Mais même en faisant abstraction du *Message*, l'explication que nous proposons plus haut suppose reconnu le principe discuté. Au cours de cette étude, nous essayerons de justifier notre opinion chaque fois que l'occasion s'en présentera.

Les dernières décisions de jurisprudence semblent d'accord avec nous ; mais il est juste d'ajouter que nous en avons trouvé et que nous en citerons d'autres contraires :

Un arrêt de la Cour de justice civile de Genève du 27 décembre 1902(1) déclare : « Lors de la conclusion
« du traité, il a été admis que la loi à appliquer par
« les tribunaux des deux pays... serait la loi nationale de ces tribunaux ; le principe n'est pas proclamé explicitement par le traité, mais il résulte
« d'une manière générale de la rédaction de l'article 5 ;
« il résulte aussi du *Message du Conseil fédéral*. »

Suisse sera réglée par la loi française, et réciproquement la tutelle des mineurs et interdits suisses résidant en France sera régie par la législation de leur canton d'origine. *En conséquence* les contestations auxquelles l'établissement de la tutelle et l'administration de leur fortune pourront donner lieu seront portées devant l'autorité compétente de leur pays d'origine, sans préjudice, *toutefois, des lois qui régissent les immeubles* et des mesures conservatoires que les juges du lieu de la résidence pourront ordonner. »

1. Luquet c. Valon. J. D. I. P., 1905, 748.

En sens contraire nous citons :

Tribunal fédéral, 14 avril 1898 (1)' et 14 septembre 1903 (2). Cour civile de Genève, 7 janvier 1899 (3).

La jurisprudence française a rendu aussi des décisions opposées. Nous invoquerons en notre sens un arrêt dont nous reproduirons les motifs plus loin :

Paris, 27 novembre 1900 et Seine, 24 novembre 1900 (4).

En sens contraire :

Paris, 30 juillet 1890 (5).

L'application de ces trois principes conduira à des solutions qui feront dire que pour en tirer de semblables, il était inutile de faire un traité. De leur application naîtront des obscurités, des complications ; cela est vrai ; on cherchera par une critique ultra-littérale à biaiser et à retourner les textes pour en faire sortir des solutions de progrès. On fera du droit désirable, du droit prétorien ; on n'interprétera pas le traité. Il est plus juste de bien séparer l'interprétation de la critique, dont celle-là est la base et de chercher dans les résultats de celle-ci une autre base pour établir un état de droit futur et meilleur.

1. Adrien Jeandin c. cons. Frarin étudié par Combothicra dans *Rev. gén. du droit*, 1899, p. 53.

2. Thorens c. Bartholomeus. J. D. I. P., 04, 739.

3. Vuagnat c. Durand. J. D. I. P., 99, 876.

4. Cons. Bluset c. Vve Mouly. J. D. I. P., 1902, 567.

5. Époux Demarcy c. Vve Marchand. *Revue prat. de Vincent*, 1890. 1, 105.

TROISIÈME PARTIE

I. — SUCCESSION MOBILIÈRE

II. — SUCCESSION IMMOBILIÈRE

III. — ACTIONS RÉGIES

La division grammaticale de l'article 5 sera le plan général suivi pour commenter l'article.

Nous nous occuperons d'abord des questions ayant trait à la succession mobilière, puis des questions soulevées à propos de la succession immobilière, puis des actions soumises aux règles de compétence posées par le traité.

I. — Succession Mobilière

Dès la première lecture de l'article 5, on aperçoit une modification apportée aux principes du droit commun. Celui-ci est, quant à l'ouverture des successions, que le lieu de cette ouverture est déterminé par le domicile. La convention de 1869 fait abstraction du domicile en pays étranger et reporte l'ouverture de la succession dans le pays d'origine du *de cuius*. Et cela se comprend, il fallait que la loi et le tribunal n'obéissent pas à la règle du domicile pour des raisons bien pratiques. Aux ouvertures qui

furent faites en ce sens au Gouvernement français par le Gouvernement suisse, il fut répondu que tant qu'il existerait en Suisse 20 ou 25 législations différentes presque entièrement ignorées en France, il serait impossible d'admettre que la succession d'un Français put être soumise aux lois suisses.

Il y a donc, le lieu d'ouverture de fait de la succession et le lieu d'ouverture légal reporté dans le pays d'origine. C'est une fiction donc une complication : ce n'est pas la seule. Le traité introduit dans la fixation précise du lieu d'ouverture de la succession une différence, dont la raison justificative n'apparaît pas nettement : pour le Français c'est le dernier domicile en France, pour le Suisse, le lieu d'origine en Suisse.

Cette différence de traitement est le plus grand changement apporté au régime de 1828 qui prenait pour règle la réciprocité sur le pied du domicile. Ni le protocole additionnel, ni le message ne font ressortir cette modification, il eût pourtant été intéressant de connaître les véritables motifs d'un changement volontaire.

On a essayé d'y voir une conséquence de la différence des notions du domicile admises dans les deux pays.

« En Suisse, dit M. Lehr (1) le législateur confond
« constamment les règles civiles en matière d'éta-
« blissement avec les simples règles de police sur
« les nouveaux arrivés et considère comme domici-
« liés une foule de résidants plus ou moins tempo-

1. J.D.I.P. 1879, 117.

« raires, dont le séjour manque précisément de l'élément essentiel de l'intention. »

Cette raison est absolument exacte ; et M. Martin, l'avait reconnue quand pour remédier à cet état de choses, il proposait de définir le domicile par traité (1878) (1).

Nous croyons voir une autre raison de nature à expliquer le choix du lieu d'origine.

La nationalité suisse n'est pas simple comme la nationalité française : elle est à trois degrés : la bourgeoisie dans une commune, l'indigénat dans un canton forment la nationalité suisse (2) on est d'un can-

1. A l'heure actuelle, cette différence du traité se justifierait moins facilement. Le Code civil suisse de 1912 vient en effet d'établir la définition « fédérale » du domicile :

« Art. 23. — Le domicile de toute personne est au lieu où elle réside avec l'intention de s'y établir. »

Ajoutons que les principes des successions étant fixés pour toute la Suisse, l'objection de la pluralité de législations invoquée par le Gouvernement français tombe d'elle-même.

2. Pour être sujet suisse, il faut jouir de l'indigénat dans l'un des cantons. Cet indigénat s'acquiert par l'obtention du droit de cité ou de bourgeoisie d'une commune. Ce droit est à la base de la nationalité suisse. La commune délivre un « heimatsschein » qui sert de preuve et vaut jusqu'à renonciation expresse. Le droit de cité ou de bourgeoisie peut s'acquérir dans plusieurs cantons. On peut être bourgeois de plusieurs communes.

Le lieu d'origine est la commune dans laquelle le citoyen suisse est apte à exercer ses droits de bourgeoisie.

Le Code civil de 1912 a réglementé la matière dans son article 22 : « L'origine d'une personne est déterminée par son droit de cité. Le droit de cité est réglé par le droit public. Lorsqu'une personne possède plusieurs droits de cité, le lieu de son origine est celui qui est en même temps son domicile actuel ou qui a été son dernier domicile sinon son origine est déterminée par le dernier droit de cité que lui ou ses descendants ont acquis. »

ton avant d'être de la Suisse; or, chaque canton ayant l'autonomie législative en matière de successions, la reconnaissance de la loi et du for d'origine suisses pouvait seule éviter dans le domaine intercantonal, les conflits qu'on voulait empêcher dans le domaine international. Si l'on avait laissé la compétence du juge du dernier domicile en Suisse, il eut pu arriver que le juge Vaudois connût de la succession d'un Zurichois et lui appliquât la loi vaudoise. De plus on est assuré de la loi applicable bien avant l'ouverture de la succession ce qui est fort important.

Quelles que soient les dérogations apportées au droit commun et les raisons qui les justifient, les principes adoptés paraissent assez clairs. Aussi bien n'est-ce pas tant sur les principes eux-mêmes que sur les conditions d'application du traité que les difficultés n'ont pas tardé à surgir.

Un traité de droit international privé est fait pour concilier deux droits communs, s'ils sont différents, pour fixer des règles, s'il n'en existe pas. Il a en général pour but, de créer des situations plus favorables, chaque souveraineté faisant des concessions à l'autre souveraineté et, par leur exercice parallèle d'atténuer les rigueurs d'un exclusivisme territorial.

C'est donc à l'aide d'éléments de droit commun qu'il faut interpréter une convention et il serait déraisonnable d'en faire un tout qui se suffise à lui-même.

Le premier alinéa de l'article 5 est ainsi conçu :
« Toute action relative à la liquidation et au partage
« d'une succession testamentaire ou *ab intestat* et aux

« comptes à faire entre les héritiers ou légataires
« sera portée devant le tribunal de l'ouverture de la
« succession, c'est-à-dire s'il s'agit d'un Français
« mort en Suisse, devant le tribunal de son dernier
« domicile en France, et s'il s'agit d'un Suisse décédé
« en France, devant le tribunal de son lieu d'origine
« en Suisse. Toutefois on devra, pour le partage, la
« licitation ou la vente des immeubles, se conformer
« aux lois du pays de leur situation. »

Les conditions exigées par le traité pour qu'il y ait lieu de l'appliquer sont au nombre de deux :

a) la nationalité française ou suisse.

b) le décès dans l'un des deux pays.

A côté de ces notions apparentes, simples, le texte en contient une autre, le domicile, qu'il ne range pas parmi les conditions d'application.

Nous avons vu que dans notre droit commun international, la notion du domicile domine la matière de la compétence judiciaire en matière de succession. Pour délimiter les domaines respectifs du traité et du droit commun, il est impossible de négliger l'un des principes essentiels de ce dernier, sans risquer de discuter dans le vide et de ne jamais trouver la clef du traité. Et, de fait, aucun des commentateurs n'a pu se soustraire à cette nécessité et tous ont réparti les principaux cas possibles d'application, de la manière suivante :

Français, domicilié en Suisse, mort en Suisse.

— domicilié en France, —

— domicilié à l'étranger, —

Nous étudierons ensuite le cas où le Français domicilié en Suisse, meurt en pays tiers.

Nous pouvons dire, dès maintenant ; que les commentateurs et la jurisprudence sont divisés sur cette question fondamentale d'interprétation, il est profondément regrettable que l'on ne soit pas arrivé à une rédaction claire et nette qui ne laisse pas de place à une divergence si capitale d'opinion.

PREMIER CAS. — *Français, domicilié et mort en Suisse.*

(Suisse domicilié et décédé en France)

Aucune difficulté : jurisconsultes et tribunaux s'accordent pour appliquer le traité. C'est le cas principal pour lequel le traité a été fait. D'après le droit commun international suivi en France, nous avons vu que le tribunal compétent était celui du domicile du *de cujus* ; dans notre cas, le tribunal compétent eut été un tribunal suisse et nous savons que c'est pour déroger à cette compétence naturelle que le traité a été fait. Le tribunal compétent sera celui du domicile qu'a quitté le Français pour venir s'établir en Suisse (1).

Il y a lieu de prévoir le cas où le *de cujus* français n'aura jamais eu en France, ni domicile, ni résidence. Le cas peut être fréquent, par exemple, pour la femme étrangère d'un Français établi en Suisse, ou l'enfant de ce même Français. L'opinion émise

1. Lyon, 19 novembre 1880. Cl. 82. 419. Seine, 9 février 1880. Cl. 81, 528, Lyon, 12 août 1881. *La loi*, 1^{er} janv. 82. Versailles, 21 avril 1886 et Paris, 19 juin 1888. S. 88, 2.195.

G enève, 4 mars 1887. *Le Droit* du 1^{er} septembre 1888.

par M. Vincent nous semble la seule qui soit possible. Il est hors de doute que la compétence soit réservée aux tribunaux français ; il faut donc rechercher le dernier domicile français ou le lieu d'origine suisse du mari ou du père. En effet, de la considération de la personne décédée ne peut découler aucune indication directe de compétence ; la logique impose donc de chercher cette indication dans la considération de la personne dont les rapports avec le *de cuius* ont donné à ce dernier la qualité de Français. C'est la seule manière d'arriver au lien qui attache le *de cuius* à la patrie dont il a la nationalité. Le choix de tout autre tribunal ne se justifierait pas.

DEUXIÈME CAS. — *Français, domicilié en France et décédé en Suisse.*

Nous arrivons au cas le plus controversé, qui met en présence les deux doctrines auxquelles nous avons fait allusion plus haut.

Un Français, domicilié en France, meurt en Suisse, par exemple, un Français, qui n'a jamais quitté la France, traverse la Suisse et meurt pendant son passage. Sa succession va-t-elle tomber sous le coup de l'article 5 du traité de 1869 ?

Les deux auteurs suisses qui ont commenté ce traité diffèrent d'avis. M. Roguin (1), s'appuie sur la lettre du traité et ajoutant à cette raison de pure forme un raisonnement, déclare que, si le traité est applica-

1. Roguin. *Conflit de lois suisses*, p. 337, 339, 343 et s.

ble — ce qui est universellement reconnu — quand le Français décédé domicilié en Suisse, il faut à plus forte raison l'appliquer quand le Français reste domicilié en France. Nous ne comprenons peut-être pas bien le raisonnement du savant professeur de Genève, mais il ne nous satisfait pas. Nous ne comprenons pas comment parce que le traité s'applique quand trois conditions sont réunies il doit s'appliquer quand il n'y en a que deux. Le domicile en France donne compétence, de par le droit commun français, aux tribunaux français et il n'était pas besoin d'un traité pour ce résultat déjà acquis. C'est au contraire pour le cas où le domicile serait acquis en Suisse qu'il était nécessaire de déroger par traité aux effets de compétence que pouvait entraîner ce domicile.

Cependant des jurisconsultes autorisés n'ont pas hésité à suivre M. Roguin. M. Pillet notamment déclare qu'il s'en tient à la lettre du traité ; l'application en est déterminée par la mort dans un lieu et non par le domicile. Prévoyant l'objection qu'on ne manque d'ailleurs pas de faire, que cette raison est de pure forme et sans fondement rationnel, le même auteur justifie sa méthode.

1° Le traité est clair, il est inutile de le compliquer ;
2° faire du domicile une condition c'est donner lieu à de nouvelles incertitudes tant que durera l'imprécision du mot domicile. Et le savant professeur reprend la justification qui fut tentée pour l'adoption de la compétence nationale contre la compétence des tribunaux du domicile. Il n'existe pas en Suisse de domicile autorisé de même nature que celui de notre article 13. On y distingue deux domiciles : un domicile

civil, et un domicile administratif. Ce sont ces deux notions que l'on confond fréquemment et qui obscurcissent la matière.

Ajoutons enfin que les partisans de cette opinion invoquent le précédent du traité franco-autrichien du 11 décembre 1866, négocié par le même plénipotentiaire que le traité qui nous occupe.

L'article 2 de ce traité porte :

« Les réclamations relatives aux successions mobilières doivent être jugées par les juges nationaux du défunt, soit qu'à l'époque du décès, il fut établi dans le pays dont il n'était pas le sujet, soit qu'il y fut simplement de passage... »

Toutes ces raisons sont loin d'être sans valeur. Mais combien plus satisfaisante pour la raison et la logique, est la solution mise en avant par M. Brocher en opposition avec son collègue suisse.

« Si l'on s'arrêtait au sens grammatical des mots on pourrait être tenté de résoudre cette question dans un sens affirmatif (application du traité), mais... il importe peu que le décès se réalise en fait dans telle ou telle localité; ce qui est important, en droit, c'est le domicile du défunt, parce que c'est là que la succession s'est ouverte, suivant les principes du droit commun, d'ailleurs consacrés textuellement en France (art. 110, C. civ., art. 59, C. pr. civ.).

« Quand il (le texte) parle de l'ancien domicile ou du lieu d'origine, il semble entendre qu'il y avait domicile acquis au lieu du décès; ce sont précisément les effets du nouveau domicile que l'on a

« voulu écarter. Le fait essentiel dont les deux H. P. C. « se sont préoccupées est le domicile du défunt au « moment du décès. »

Pour connaître les rapports de l'article 5 et du droit commun, il est indispensable en effet de se porter sur le terrain du domicile, point où les deux théories peuvent s'accorder.

L'explication de M. Brocher satisfait la raison en ce sens qu'elle explique le traité par le droit commun et en trouve le but rationnel de la même manière.

A vrai dire, cette querelle, dans les termes stricts du cas qui nous occupe (1), a une importance pratique peu considérable, la compétence des tribunaux français n'étant contestée par personne ; les avis diffèrent seulement sur le texte qui sert de base à cette compétence.

M. Vincent, dans l'article de la *Revue pratique de droit international privé* (2), consacré au traité franco-suisse, émet l'opinion à laquelle nous nous rallions : Le droit commun français donne compétence aux tribunaux français pour connaître des successions de leurs nationaux décédés de passage à l'étranger.

Point n'est alors besoin de traité pour une situation déjà définie et admise. Les tribunaux qui se déclarent compétents pour connaître de la succession d'un Français décédé en Suisse et domicilié en France doivent le faire en se basant sur l'article 59 du Code de Procédure civile. Ce n'est qu'en cas d'in-

1. Nous verrons qu'il n'en est pas de même dans le cas de domicile légal en pays étranger tiers.

2. *Revue pratique de D. I. P.*, 1891-1892.

compatibilité qu'il y a lieu de donner au traité une place prépondérante.

L'AFFAIRE RAVE (1)

C'est dans le sens de la non-application du traité que s'est prononcé le tribunal fédéral suisse dans la célèbre affaire Rave qui lui fut soumise en 1888.

Le sieur français Rave, domicilié en France décéda en Suisse. Il légua à une dame Meunier un immeuble situé en Suisse.

Les héritiers Rave intentèrent en France une action en nullité du legs; mais parallèlement, la bénéficiaire du legs en demandait aux tribunaux suisses la délivrance.

A notre sens, les tribunaux suisses étaient compétents même en vertu du traité, article 5, alinéa 1^{er}, *in fine*. De fait le tribunal Vaudois se déclara compétent et le tribunal fédéral confirma sa décision. Mais comme les défendeurs Rave excipaient de l'incompétence des juridictions suisses en vertu de l'article 5, le tribunal fédéral rendit un arrêt de principe par lequel il écartait l'article sus-visé du traité.

Les motifs sont intéressants à rapporter (2).

« Il est incontestable qu'à ne considérer que le
« texte de l'article 5 ci-haut reproduit, c'est l'opi-
« nion (l'incompétence) qui paraît s'imposer puisque
« cette disposition se borne grammaticalement à faire
« dépendre l'application du traité du seul fait du

1. Cl. 1889, 673, *Rec. off.*, 1888, p. 593.

2. Rapportés dans Aujay, p. 209.

« décès d'un Français en Suisse ou d'un Suisse en
« France ; mais en revanche en considérant le but et
« l'esprit de cette convention internationale, il faut
« admettre que les puissances contractantes n'ont
« voulu régler le for de la succession que pour le cas
« où il s'agit d'un testateur *décédé, domicilié* dans
« celui des deux pays dont il n'est pas le ressortis-
« sant.

« L'article 5 précité, en parlant du Français mort en
« Suisse, et du Suisse décédé en France, a voulu régler
« seulement la situation de la succession du Français
« mort, *étant domicilié* en Suisse, et du Suisse décédé
« *étant domicilié* en France. Il n'était nécessaire
« pour les deux pays contractants, de régler ce for
« en matière de succession que pour autant que,
« d'après les principes du droit international privé,
« les rapports personnels du testateur, avec son dom-
« cile, ou avec son pays d'origine rendaient possible
« une ouverture simultanée de la succession dans ces
« deux pays. Pour éviter ce conflit, le for fut attribué
« au pays d'origine (bien d'origine pour les Suisses,
« dernier domicile en France pour les Français).
« Lorsqu'en revanche le défunt avait son domicile
« dans son pays d'origine même, ou dans un tiers
« pays et par conséquent, ne se trouvait dans aucun
« rapport personnel avec l'autre État contractant, il
« n'existait aucun motif pour stipuler une disposi-
« tion garantissant l'unité de la succession. »

Les derniers mots du passage que nous venons de rapporter révèlent qu'il y avait une autre question pendante, celle de l'unité du for spécial de succession,

s'appliquant aux immeubles comme aux meubles ; nous retrouverons cette théorie à propos de la succession immobilière.

C'est cette théorie que le tribunal fédéral n'a pas voulu examiner et il l'a écartée en disant que le traité de 1869 n'était pas applicable en l'espèce.

C'est ainsi que nous comprenons l'arrêt. Dès lors que l'on repoussait le traité de 1869 la compétence territoriale des tribunaux du canton de Vaud ne se discutait même plus.

M. Roguin (1) a vivement critiqué cet arrêt, en se basant surtout sur les défauts très réels de rédaction. Il n'en est pas moins vrais que les idées exprimées sont logiques et ne méritent pas le qualificatif de « stupéfiantes » jeté par cet auteur.

D'ailleurs les cas que nous allons examiner corroborent notre opinion et démontreront l'impossibilité de mettre le domicile de côté.

TROISIÈME CAS. — *Français domicilié en
pays étranger, mort en Suisse.*

Cette dernière hypothèse est une variante des deux précédentes. Les deux conditions requises par le traité se retrouvent, mais le domicile cette fois est acquis en pays tiers. Va-t-elle être soumise à l'article 5 de notre convention ?

Les partisans de la doctrine de M. Brocher déclarent que non ; fidèles à leur doctrine qui n'envisage que le domicile ils repoussent toute intervention du

1. Conflit de l. suisses, p. 339.

traité. L'hypothèse présente leur et même un argument pour soutenir leur opinion dans le cas précédemment étudié.

Si l'on s'en tenait en effet aux termes stricts du traité, il n'est pas contestable que le cas présent rentrerait dans le domaine du traité, les deux faits requis se trouvant réunis.

Cependant il est également inconcevable qu'en vertu d'un traité passé entre deux puissances, on songe à retirer la compétence à un état qui baserait la sienne sur le domicile acquis sur son territoire, comme le fait d'ailleurs la jurisprudence française en cette matière. Voit-on les tribunaux français réclamant la compétence sur la succession d'un de leurs nationaux domicilié en pays étranger et cela en opposant un acte passé avec un autre pays. Cet acte n'aurait à l'égard du tiers pays aucune valeur, et celui-ci garderait la connaissance de la succession en se basant sur sa propre législation et rétorquant aux juridictions françaises, leur jurisprudence propre.

C'est là le point faible de la doctrine de M. Roguin. En appliquant le traité, on a deux juges compétents et un conflit insoluble. Les tribunaux français agiront plus sagement, plus juridiquement aussi, en se déclarant incompétents en vertu de leur jurisprudence constante.

Nous allons à présent étudier diverses questions, que le traité n'envisage pas et qui ne rentrent pas dans les termes du texte.

ARTICLE 13. C. C. — *Effet de l'admission à domicile*

Nous avons, dans les hypothèses précédentes envisagé les diverses espèces, en combinant les notions d'origine, de domicile et de décès et en essayant de les classer dans ou hors du domaine du traité.

Nous avons pris des exemples dans lesquels les Français étaient pris pour type : il va sans dire que la réciproque à l'égard des Suisses est vraie.

Il faut maintenant élucider certaines situations, qui, par suite des dispositions particulières à la loi française ont donné lieu à des controverses sur le point de savoir si elles rentraient dans le domaine du traité de 1869 : il s'agit, en premier lieu des Suisses admis à domicile en France en vertu de l'article 13 du Code civil.

Depuis la loi de 1889, l'admission à domicile, restreinte à cinq ans, a un caractère nettement défini de stage imposé aux candidats à la naturalisation. Par cela même qu'elle a perdu l'avantage d'assurer indéfiniment les prérogatives de droit privé réservées aux Français, elle suppose chez les étrangers qui la sollicitent l'intention de changer de nationalité et de se placer d'une façon définitive sous l'empire des lois françaises. D'où une situation délicate, une période transitoire pendant laquelle dans les rapports entre son pays d'origine et son pays d'adoption, on hésite sur la législation qui sera applicable à l'admis à domicile décédé en France.

En droit commun, la succession mobilière de l'étran-

ger admis à domicile en France est soumise à la compétence législative et judiciaire de ce domicile.

M. Roguin (1), fidèle à son interprétation déclare l'article 5 applicable puisque les deux conditions requises sont réunies. Nous sommes enclins à penser comme le savant professeur suisse, mais la question est épineuse; le silence du traité favorise les discussions, car si les dispositions du traité ont pour but d'apporter une dérogation à la compétence du domicile, les négociateurs français n'ont pas pu ne pas penser aux domiciliés de l'article 13 ? Alors ? Comment faut-il interpréter leur silence ?

Il n'apparaît pas que la jurisprudence française ait suivi l'opinion préconisée par M. Roguin. Un arrêt de Lyon, 12 août 1881 (2), qui reconnaît le traité franco-suisse applicable à la succession litigieuse débute ainsi :

« Considérant qu'il est constant que L.-A. Fesch « n'avait jamais obtenu l'autorisation d'établir son « domicile en France et qu'il est décédé citoyen « Bâlois » faisant ainsi supporter que s'il avait été admis à domicile, la décision n'eut pas été la même.

Dans une espèce soumise au tribunal de Vervins le 19 mars 1891 (3). M. le professeur Lainé donne une consultation dont nous détachons quelques passages. Il s'agissait du traité franco-autrichien, mais la question de principe est entière.

1. *Conflit de lois suisses*, p. 347.

2. *La loi*, 1^{er} janvier, 1882.

3. Banovich c. Vve Ébroussart, *Revue pr. de Vincent*, 96, 1, 297.

« Relativement aux successions mobilières laissées
« en France par des étrangers domiciliés avec l'au-
« torisation du Gouvernement, la convention garde
« le silence le plus complet. C'est qu'elle les a lais-
« sés sous l'empire du droit commun. Les étrangers
« peuvent se trouver en France dans l'une ou l'autre
« de ces trois situations :

« Ou bien y être de passage ou temporairement
« résidant.

« Ou bien y être établi conformément aux arti-
« cles 102 et suivants du Code civil, ce qui correspond
« à ce que notre jurisprudence appelle avoir un domi-
« cile de fait.

« Ou bien y être domicilié légalement c'est-à-dire
« avec une autorisation individuelle accordée par
« décret. Or les deux premières de ces situations
« sont prévues, mais la troisième ne l'est pas. C'est
« que la règle posée par le traité n'a pas été faite
« pour cette situation.

« Et cela se conçoit bien. Les auteurs du traité
« ont pu placer sous l'empire de la loi autrichienne
« la succession mobilière des autrichiens de passage
« ou simplement établis en France ; ils ont sans doute
« cru confirmer ainsi le droit commun et vraiment
« en fait ils l'ont peu modifié. Ils ont pu soumettre
« cette succession à la juridiction autrichienne, esti-
« mant que la loi d'un pays doit être appliquée par
« les juges de ce pays.

« Ces dispositions n'avaient rien de grave. Mais
« qu'elle n'eut pas été au contraire la gravité d'une
« convention diplomatique retirant, par voie de dis-
« position générale aux Autrichiens domiciliés léga-

« lement en France le bénéfice de cette disposition
« individuelle ? C'eut été, d'une part, enlever des
« droits acquis à ceux qui s'étaient placés d'une façon
« particulière sous la protection de la justice et de la
« loi française et d'autre part dépouiller le Gouver-
« nement français de la prérogative que lui confère
« l'article 13 du Code civil, prérogative qui doit ser-
« vir à fixer en France des étrangers dont l'établis-
« sement y peut être utile, soit même préparer leur
« naturalisation. Si par impossible les auteurs de la
« Convention de 1866 avaient voulu ces choses, ils
« l'auraient dit en termes formels. Aussi, sommes-
« nous en droit d'affirmer qu'ils ne l'ont pas dit parce
« qu'ils ne l'ont pas voulu. »

Nous ne suivons pas l'opinion émise par le regretté professeur. Nous pensons que le traité s'applique aux domiciliés légaux de l'article 13. Et d'abord nous ne voyons pas la gravité des conséquences du traité. L'admis à domicile peut jouir pendant sa vie des avantages édictés par l'article 13 du Code civil, le traité ne songe pas à lui en retirer le bénéfice. S'il décède pendant le stage il meurt étranger et il n'y a aucune raison d'empêcher l'application du traité. Le Gouvernement français ne voit en rien sa prérogative diminuée.

En l'absence du traité, d'après le droit commun français, les Suisses non admis à domicile sont soumis, au point de vue successoral, à la compétence législative de leur domicile légal dans leur pays national et à la compétence judiciaire des tribunaux français de leur domicile de fait. Les Suisses admis

à domicile sont soumis à la compétence législative et judiciaire de leur domicile autorisé.

On voit facilement que si les deux sortes de domicile déterminent la compétence du for, le domicile de l'article 13 seul provoque l'application de la loi française. Nous pensons que les négociateurs ont cherché à lier les compétences ; mais aussi que le traité, consécutif à beaucoup d'autres, a voulu réserver le for et la loi d'origine et ne pouvait changer quelque chose de réel qu'au point de vue de l'admis à domicile.

De plus, nous pensons aussi que l'article 5 semble bien avoir été fait pour déroger à la compétence du juge du pays d'établissement pour le cas où le *de cujus* serait domicilié dans le pays dont il n'est pas le ressortissant. C'est, par conséquent, au moins autant le domicile de droit que le domicile de fait qui devait être visé.

Ces deux idées — liaison des compétences et dérogation au domicile — doivent mener logiquement à soumettre les domiciliés de l'article 13 au traité de 1869.

Une législation étrangère qui détermine l'ouverture de la succession et la compétence d'après le domicile légal ne peut avoir en vue que le domicile légal en France et non le domicile de fait dont la possibilité est encore discutée. Si nos tribunaux reconnaissent au domicile de fait des étrangers la faculté de déterminer leur compétence, ils peuvent se trouver en conflit avec une loi étrangère qui attribuerait cette compétence au domicile légal et dans ce conflit la règle juridique ne serait pas du côté de la jurisprudence française.

En terminant la discussion sur ce sujet, nous ferons appel, pour couvrir notre opinion, à l'autorité de M. le professeur Renault (1) qui a exposé son point de vue dans une étude sur la succession des Français à l'étranger et des étrangers en France.

Après avoir établi que la loi personnelle doit régir la succession mobilière, le savant auteur ajoute :

« Nous ne ferions pas exception pour l'étranger
« autorisé à établir son domicile en France conformément à l'article 13 du Code civil, parce que suivant nous, il n'en continue pas moins à être régi
« par la loi personnelle de son pays. D'après certains auteurs, au contraire, il n'y aurait, au point
« de vue du droit privé, aucune différence entre cet
« étranger et un Français ; celui qui a les droits d'un
« Français doit en avoir la condition, autrement il
« pourrait être empêché de jouir d'un droit civil français.

« Cette doctrine confond deux questions distinctes :
« 1° Quels droits sont accordés à l'étranger ; 2° d'après
« quelle loi est régie sa condition.

« L'article 13 se rattache à la première question
« mais n'a rien de commun avec la seconde qui n'est
« prévue formellement dans aucun texte du Code.
« Autrement, il faudrait dire que la matière du droit
« international privé serait supprimée ou à peu près
« si les étrangers étaient au point de vue du droit
« privé, traités comme des nationaux ce qui est complètement inexact ; pour le démontrer, il suffit d'indiquer que le Code italien accorde d'une part, aux

1. Cl. 75, 343.

« étrangers les mêmes droits privés qu'aux citoyens
« et décide, d'autre part que l'état et la capacité des
« étrangers seront régis par leurs lois nationales.

Suisse domicilié et décédé en Suisse

Lorsque les trois éléments de naissance, de domicile et de décès sont réunis sous la même souveraineté, MM. Brocher, Curti (1), Vincent, Aujay pensent que le droit commun reprend son empire, il semble, en effet, qu'il ne puisse y avoir aucune hésitation, ni aucun conflit.

Mais il nous est impossible de suivre ces auteurs lorsque, faisant abstraction du traité, ils déclarent applicables les articles 14 (2) et 15 de notre Code civil, le cas échéant, aux actions successorales intéressant la succession d'un Suisse, domicilié et décédé en Suisse.

Le traité de 1869 écarte formellement dans les rapports franco-suisses l'application de l'article 14 (3). On argue bien que l'article 5 du traité se tait mais avait-il besoin de répéter une règle que l'article 1^{er} posait en termes généraux. En faisant abstraction d'un for spécial de succession ne sommes-nous pas en matière mobilière et personnelle ou tout au moins mixte (4).

1. Brocher, 54, Curti, 52.

2. La jurisprudence a étendu l'application de l'article 14 quelle que soit la source de l'obligation, fût-elle légale; elle s'étend à tous les droits qu'un Français peut faire valoir contre un étranger.

3. Chausse. Ex-doctrinal. *Revue critique*, 84, p. 244.

4. Les actions d'État dont le traité ne parle pas sont soustraites à l'article 14 de l'avis de la majorité des auteurs.

L'opinion que nous combattons entraînerait cette inconséquence pour le moins fâcheuse que les tribunaux français incompétents pour un Suisse mort en France, le deviendraient pour un Suisse qui n'aurait jamais touché la terre française.

D'ailleurs une autre raison juridique nous incite à combattre cette persistance de l'article 14. Il y aurait un for spécial basé sur la nationalité des héritiers ; or nous avons vu et nous le verrons à propos de la loi de 1819, que la considération des héritiers ne doit, en théorie, jamais entrer en ligne de compte pour les questions de compétences successorales.

Les auteurs précités déclarent que naturellement les délégués n'avaient pas à attribuer une compétence que les lois intérieures reconnaissaient, mais qu'il eût fallu insérer une disposition interdisant d'y porter atteinte. Cette disposition, nous croyons la trouver dans l'article 11 du traité :

« Le tribunal français ou suisse devant lequel sera portée une demande qui, d'après les articles précédents, ne seront pas de sa compétence devra d'office et même en l'absence du défendeur, renvoyer les parties devant les juges qui en doivent connaître. »

Pour nous résumer, les articles 14 et 15 du Code civil français sont *ravés* des rapports franco-suisse, quels qu'ils soient.

La jurisprudence suisse, dans l'affaire Snyder-Rollin (1), soumise le 11 décembre 1875 au tribunal

1. Affaire Rollin. Tribunal fédéral, 11 déc. 1875. *Rec. off.*, 75, 389.

La dame Rollin, française, mourut à Reims, en 1872. Les légataires suisses demandèrent aux tribunaux suisses l'envoi en possession de leurs legs. Ceux-ci se déclarèrent compétents et rejetèrent l'exception d'in-

fédéral suisse nous semble avoir bien jugé sur la question d'application du traité, mais mal dans les conséquences.

La jurisprudence française est pauvre. Un jugement du tribunal de la Seine du 5 août 1875 (1) n'est pas assez catégorique pour pouvoir être invoqué dans notre sens ; néanmoins il déclare « qu'il n'a pu être question de soustraire la liquidation des successions des Français morts en France et des Suisses morts en Suisse à la connaissance des juges de leurs pays respectifs. »

Français domicilié en Suisse et mort en tiers pays

Jusqu'à présent les exemples étudiés comportaient tous le décès dans l'un des deux pays contractants.

Il semble d'ailleurs qu'il soit inutile de se préoccuper du cas où le décès a lieu dans un tiers pays, l'article 5 exigeant formellement le décès en France ou en Suisse.

Cependant dans une situation telle que la France fût pays d'origine, la Suisse pays du domicile, le tiers pays, lieu du décès la question s'est élevée de savoir

compétence basée sur l'article 5, en disant que cet article ne pouvait être pris en considération puisqu'il s'agissait d'une Française décédée en France.

A vrai dire aucune décision n'a tranché la question relative à l'article 14 que nous discutons. Néanmoins, en ce qui concerne l'affaire Rollin, nous considérons la décision du tribunal fédéral juste en ce qu'elle écarte l'article 5, mais fausse en ce qu'elle donne compétence aux tribunaux suisses pour prononcer l'envoi en possession d'un legs mobilier dépendant d'une succession ouverte en France.

1. *Le Droit* du 4 septembre 1875.

s'il fallait appliquer ou non l'article 5 du traité de 1869.

Nous retrouvons en présence la doctrine de M. Brocher et celle de M. Roguin. Ce dernier pense qu'il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 5. On retombe alors dans le droit commun et dans l'espèce indiquée, les tribunaux français se déclareront incompétents.

Dans la doctrine de M. Brocher et adoptée par le tribunal fédéral dans l'affaire Rave d'une manière générale, il faut remplacer le mot *décédé* par le mot *domicilié*.

Il n'est pas admissible, disent ses partisans, que la circonstance fortuite du lieu du décès détermine la compétence et serve de base à une règle importante consacrée par traité. Il suffit qu'au moment du décès le *de cuius* fût domicilié en Suisse pour que le traité s'applique.

Dans notre cas la succession s'ouvrant en fait en Suisse doit se trouver reportée au dernier domicile français et les tribunaux français de ce domicile sont compétents pour en connaître.

Si le pays du décès est la France, le système de M. Roguin conduirait à cette inconséquence que si le *de cuius* français meurt en France, les tribunaux français seront incompétents et qu'ils le seraient si ce même *de cuius* était mort en Suisse. Cette solution ne se justifie pas.

II. — Succession Immobilière

Nous arrivons aux règles posées par la convention en ce qui concerne la partie immobilière de la succession :

« Toutefois on devra pour le partage, la licitation
« ou la vente des immeubles se conformer aux lois
« du pays de leur situation. »

La différence avec le paragraphe précédent du même alinéa est visible ; on y parle de « lois » et non plus de « tribunal ». De plus cette adjonction est neuve dans le traité de 1869 ; les traités de 1828 et les traités antérieurs ne scindaient pas la succession en deux suivant la nature des biens.

Cependant la Convention franco-autrichienne du 11 décembre 1866 distingue dans son article 2, la succession aux biens mobiliers et la succession aux biens immobiliers et pose pour chacune d'elles à la fois les règles de compétence législative et de compétence judiciaire.

Le traité franco-suisse est moins bien rédigé ; il est même bizarre que des négociateurs qui liaient les deux compétences dans leur esprit n'aient pas voulu les lier dans le texte de leur œuvre. Nous avons vu que, dès 1863, le conseil fédéral émettait le vœu que la législation du pays d'origine réglât la succession entière.

Aux ouvertures qui lui furent faites en ce sens, le Gouvernement français répondit que la loi de la situation serait seule compétente pour les immeubles. (Voir *le Message.*)

Les idées des H.P.C. nous semblent nettes et nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'hésiter sur le parti à prendre. Compétence législative et compétence judiciaire demeurent strictement territoriales. Il apparaît dans les documents du traité qu'on n'a *voulu rien changer* aux errements antérieurs.

Néanmoins, il est regrettable que la rédaction de l'alinéa 1^{er} soit si défectueuse. A ne considérer que la construction de la phrase, la première partie posant une règle de compétence générale, à laquelle on apporte une dérogation partielle pour les immeubles, le mot « toutefois » autoriserait à supposer que les négociateurs aient voulu l'unité de juridiction pour la succession avec application de lois distinctes aux meubles et aux immeubles.

Bref on s'est demandé s'il n'y avait pas un for spécial de succession, général pour toutes les actions successorales quelconques.

Nous pensons que non ; non seulement la loi territoriale, mais aussi le juge de la situation sont restés compétents relativement aux immeubles. C'est la solution donnée trois ans auparavant par le traité franco-autrichien et il est peu probable que l'on eut laissé passer avec une telle indifférence une mesure qui prenait si directement le contrepied d'une jurisprudence vénérable.

C'est cette solution qui prévalut immédiatement et sans difficulté. La doctrine pensait avec Brocher que « c'est bien manifestement devant le tribunal de la « situation qu'il faut agir ». Ainsi Martin et Roguin. Cependant, la controverse allait s'immiscer dans cette partie de l'article 5 et contribuer à embrouiller

les idées de la jurisprudence et à dérouter les principes de ses décisions.

M. Curti devait soutenir l'opinion dont nous expliquons l'origine basée sur une interprétation exagérée du texte : le juge du lieu d'origine ou du dernier domicile a qualité pour ordonner la liquidation de la succession en appliquant la loi de la situation.

On devait aller plus loin dans cette voie, au moyen de l'exégèse, en plaçant la controverse sur le terrain de la compétence législative.

S'il y a obligation de tenir compte de la loi de la situation « pour le partage, la licitation ou la vente des immeubles », rien n'empêche le tribunal d'ouverture de la succession d'ordonner la liquidation de la succession immobilière, d'en opérer la dévolution suivant ses lois et de renvoyer devant le tribunal de la situation pour y être procédé aux opérations matérielles de partage, à la licitation ou à la vente.

Bien plus, a-t-on ajouté, le juge national doit conserver la connaissance de toute la liquidation ; il suffit qu'il observe les formalités usitées au lieu de la situation.

Cette dernière opinion est manifestement exagérée les formes de procédure sont essentiellement territoriales.

Nous pensons même que la première tentative de reconnaître un for général en respectant la dévolution suivant la loi de la situation est inacceptable (je ne dis pas non souhaitable) comme contraire au traité.

Ces interprétations recherchées se fondent sur le mot partage auquel chaque commentateur donne le sens qui lui paraît conforme à ses vues. Y voir le sy-

nonyme de formalité c'est en faire un accessoire pour se réserver toute liberté d'opinion quant au principe.

Nous pensons au contraire que partage a ici le sens de dévolution, d'attribution faite d'après les titres successoraux et le système adopté au lieu de la situation. C'est alors la question principale de loi applicable à la dévolution une question de compétence législative et non une question de procédure.

D'ailleurs à défaut de texte clair du traité, *le Message* relate : « Le Gouvernement français ayant déclaré « qu'il ne pouvait appliquer aux immeubles situés en « France aucune législation étrangère... »

Cette reconnaissance de la part du Gouvernement suisse me paraît trancher la contestation.

La jurisprudence suisse, après avoir semblé vouloir demeurer dans la règle primitive, s'oriente vers la conception d'un for général de succession.

En 1885 (1), le tribunal fédéral avait paru vouloir consacrer l'unité de juridiction ; mais la Cour de Genève en 1887 (2) sans s'expliquer clairement dit : « Il résulte de là que dans l'intention des négociateurs du traité et des autorités qui l'ont ratifié, l'immeuble dépendant de la succession d'un Français « décédé en Suisse doit non seulement être *partagé* « conformément à la législation du canton dans lequel « il se trouve, mais que le seul tribunal compétent

1. Aff. Diggelman. Trib. féd., 10 juillet 1885. *Rec. off.*, 85, 334 ; Aff. Giacometti. Trib. féd., 25 sept. 1885. *Rec. off.*, 85, 343.

2. Affaire Dumas. Trib. Genève, 28 décembre 1886, Cour Genève, 19 décembre 1887.

« pour ordonner ce partage est celui de la situation
« de l'immeuble ; soit le tribunal dont la loi est ap-
« plicable au partage... »

Le tribunal fédéral n'a pas persisté dans cette manière de voir.

Par un arrêt du 14 avril 1898 (1), le tribunal fédéral se prononce pour l'unité de for, for particulier et unique, abstraction faite de toute distinction entre biens meubles et immeubles.

« Malgré les défauts de rédaction de la con-
« vention, dit l'arrêt, l'examen de l'article 5 conduit
« à la conclusion que le principe de l'unité de la suc-
« cession, avec attribution de for au pays d'origine
« posé par cet article *doit faire règle dans tous les*
« *cas...* et indistinctement à l'égard des immeubles
« comme à l'égard des meubles. »

L'arrêt attire l'attention sur le mot « toutefois » et ajoute :

« Ce texte clair — la fin du 1^{er} alinéa — n'apporte
« aucune dérogation aux règles posées dans la pre-
« mière partie de l'alinéa touchant le lieu de l'ouver-
« ture de la succession et la compétence du juge de
« ce lieu ; il renferme simplement la prescription que
« le juge du pays d'origine doit appliquer, sous cer-
« tains rapports, le droit du lieu de la situation des
« immeubles. Loin donc de supprimer la compétence
« de ce juge relativement aux immeubles situés dans
« l'autre pays, ce passage le reconnaît implicitement. »

1. *Revue générale du droit*, 1899, p. 53. A. Jeandin c. Consorts Frarin et l'article de M. Combothecra.

La haute autorité fédérale a persisté dans cette jurisprudence en 1903 (1).

L'arrêt dit en résumé ceci :

« Le principe de l'unité de la succession avec attribution du for au pays d'origine visé par l'article 5 du traité franco-suisse doit faire règle dans tous les cas et sans distinction à l'égard des immeubles et à l'égard des meubles.

« Cette conclusion ne se trouve nullement infirmée par la disposition finale de l'alinéa 1^{er} de l'article 5. Cette prescription, loin de déroger au principe de l'unité de la succession et de la compétence du juge du lieu de l'ouverture, ne fait autre chose que d'imposer au juge l'obligation d'appliquer aux immeubles la *lex rei sitæ*. »

En définitive, la jurisprudence suisse fait sienne l'opinion de M. Curti, et laisse la compétence législative de la *lex rei sitæ* intacte. Elle change seulement la compétence judiciaire.

La jurisprudence française a plus d'unité. Il est vrai qu'elle avait depuis longtemps fait de l'application absolue de l'article 3 du Code civil un dogme consolidé sans cesse par l'adjonction de nouvelles décisions.

Aussi la Cour de Paris restait-elle dans la vraie tradition lorsqu'elle déclarait le 12 mai 1874 (2) qu'au-

1. Arrêt 14 sept. 1903. Thorens c. Barthomeuf, Cl. 04, 739. Voir aussi : Cour civ. de Genève, 7 janvier 1899. Vuagnat c. Durand, Cl. 99, 876.

2. Affaire Rumine, Cl. 74.2.189.

un traité diplomatique ne peut modifier l'article 3 du Code civil qui est une disposition basée sur le droit politique.

En 1888, la Cour de Paris maintenait cette jurisprudence dans l'affaire Diggelman en confirmant le jugement de Versailles du 21 avril 1886.

Cette jurisprudence semblait donc bien établie lorsqu'en 1890 (1), la même Cour d'appel réunie en audience solennelle pour juger l'appel d'un jugement du tribunal de la Seine proclamait l'incompétence des tribunaux français sans s'arrêter à la circonstance que la succession comprenait des immeubles en France.

Il s'agissait de la succession d'un Suisse décédé en France ; la Cour se dessaisissait même à l'égard des immeubles français et répudiait donc le système de la division de la succession.

Cette décision n'était qu'un accident.

En 1900 la même Cour d'appel de Paris rendait un arrêt (2) qui reprenait la jurisprudence antérieure, et étayait sa décision de motifs dont nous croyons utile de reproduire certains passages.

« Considérant qu' (avant le traité franco-suisse de 1869) nos tribunaux étaient seuls chargés d'appliquer la loi française à la dévolution testamentaire ou *ab intestat* des immeubles dépendant de notre territoire ;

« Considérant que pour écarter cette règle d'ordre

1. And. sol., 30 juillet 1890. Demarcy c. Vve Marchand, *Rev. prat.*, 90.1, 105 et Cl. 95, 845. Voir également : Roguin, Cl. 86, 565.

2. C. Paris, 2^e ch., 27 nov. 1900. Cons. Blaser c. Vve Mouly, Cl. 02, 567.

« public résultant de l'article 3, du Code civil, il
« faudrait établir que le Gouvernement a consenti à
« y déroger dans le traité précité; que cette preuve
« n'est point rapportée;

« Considérant que si le paragraphe 1^{er} de l'article 5
« énonce que toutes les actions relatives à la succes-
« sion d'un Suisse seront portées devant le juge de
« son pays d'origine le paragraphe 2 formule une
« exception en ces termes « toutefois, on devra pour
« le partage, la licitation ou la vente des immeu-
« bles, se conformer aux lois du pays de leur situa-
« tion »;

« Considérant que ce paragraphe 2 doit être inter-
« préte dans le sens du maintien de la législation an-
« térieure concernant les immeubles;

« Considérant que pour dégager la véritable pen-
« sée des H. P. C., il aurait été intéressant de con-
« naître les négociants engagées de part et d'autre
« avant la conclusion du traité mais qu'il ne paraît
« pas que l'on ait publié, ni même conservé aux archi-
« ves du ministère des Affaires étrangères de docu-
« ments émanés des délégués français;

« Qu'en Suisse, un message daté du 28 juin 1869
« a été inséré dans la feuille officielle de la confédé-
« ration mais que ce document est loin de dissiper
« les doutes; — que les héritiers Blaser n'ont invo-
« qué, à l'appui de leur thèse, certains passages qui
« sont moins décisifs que la déclaration suivante ex-
« traite du message : « Il est convenu que le juge
« compétent appliquera toujours sa propre loi. Les
« délégués français ont refusé de le mentionner for-
« mellement dans le traité parce que cela se com-

« prend de soi. Ils ont déclaré catégoriquement qu'il ne pouvait exister aucun doute à cet égard » ;

« Considérant qu'en maintenant le principe qui soumet à la loi française les immeubles incorporés dans le sol français, on a maintenu implicitement la compétence des tribunaux français pour en faire l'application. Que le juge compétent devant toujours appliquer sa propre loi il s'ensuit qu'indiquer la loi applicable, c'est déterminer par cela même la compétence judiciaire et que cette compétence embrasse tout ce qui trait à la succession immobilière (1). »

III. — Actions régies

Effet de la clause de la nation la plus favorisée

Les étrangers dont l'Etat a passé avec la France un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée ne peuvent-ils pas se prévaloir du traité de 1869 ?

Il y a lieu de faire application ici de la doctrine communément admise.

1: Voir aussi : Trib. civ. Seine, 2^e ch., 24 nov. 1900 (cl. 02,567). D¹⁰ Coulon c Beer et Girard : « Attendu que J. J. Beer, de nationalité suisse et demeurant à Paris 13, r. Castex, est décédé le 12 mai 1899 après avoir institué pour légataire universel par son testament olographe du 15 juillet 1898 la D¹⁰ Marie Coulon et laissait V. J. Beer, a Vve Girard, la Vve Fasani, ses frères et sœurs germains, et les mineurs Antoine et Virginie Beer, ses neveux... qu'il résulte de ce qui précède que les tribunaux suisses ne peuvent connaître du partage de l'immeuble situé à Thiais et qu'en France, le Tribunal de la Seine est seul compétent par application de l'article 4 de la convention du 15 juin 1899... se déclare compétent.

Voir aussi Douai, 2 févr. 1899. D. 1900.5.1.

La clause ne peut produire d'effets que pour les matières auxquelles se rapporte la convention qui la contient. Par exemple, insérée dans un traité de justice et de police elle ne peut avoir aucun effet au point de vue commercial et réciproquement.

La jurisprudence a suivi très sagement la doctrine : Le tribunal de la Seine et la Cour de Paris ont tranché ainsi une exception d'incompétence soulevée par une société allemande dans un procès avec une société française (1).

L'arrêt déclare en substance :

« L'article 11 du traité de Francfort du 10 mai 1871 contenant la clause de la nation la plus favorisée pour leurs relations commerciales ne contient aucune disposition se référant même implicitement aux règles de compétence concernant les contestations judiciaires entre Français et Allemands.

« Dès lors la clause de la nation la plus favorisée ne peut être étendue aux dérogations apportées au principe posé dans l'article 14 du Code civil par des conventions diplomatiques passées avec un autre pays.

« Une société allemande assignée par application de l'article 14 du Code civil par une société française devant les tribunaux français ne peut décliner la compétence de ces tribunaux en se prévalant des dispositions du traité franco-suisse de 1869. »

1. Tribunal civil Seine, 27 novembre 1907. Cour Paris 4^e chambre, 27 nov. 1908. Cl. 09, 460. Braunköhlen Brieket Verkaufsverein Gesellschaft, c. Syndicat des briquettes. Union et Goffard ès qualités. La Cour de cassation a admis le pourvoi formé contre cet arrêt, le 30 mai 1910. (*Le droit* du 8 juin 1910.)

Cette décision est conforme à la doctrine et on ne peut que l'approuver.

Cette question préliminaire (et un peu en marge), résolue, il faut rechercher quelles sont les actions nées à l'occasion d'une succession, qui sont du ressort de l'article 5.

« Toute action relative à la liquidation, au partage
« d'une succession testamentaire et *ab intestat* et aux
« comptes à faire entre héritiers ou légataires... »

Sont soumises, sans hésitation possible, les actions héréditaires proprement dites, c'est-à-dire les litiges nés entre deux personnes se fondant sur un titre successoral.

De ce nombre sont : la pétition d'hérédité, la formation de la masse, fixation des parts, composition des lots, réduction des dons et legs, etc... De même pour l'aptitude à succéder. C'est la loi compétente matière de dévolution qui doit décider si les enfants naturels peuvent être appelés à une succession. Le tribunal fédéral suisse a ainsi jugé le 19 mai 1910 (1); d'après lui, l'article 5 de la convention de 1869 embrasse toutes les contestations héréditaires; la nationalité de l'héritier ne joue aucun rôle à cet égard, le traité ne prenant en considération que celle du *de cuius*. Le tribunal compétent qui est celui de l'origine du *de cuius* doit appliquer la *lex fori*. En con-

1. Chanal c. Perrey. Cl. 1911, 343. Cet arrêt déclare que l'objection tirée de ce que le jugement suisse pourrait ne pas recevoir l'exécution en France est irrelevante. Cette déclaration catégorique donne un gros intérêt à l'affaire; il sera curieux de la suivre pour voir quel parti prendront les juges français.

séquence, l'enfant adultérin n'étant pas incapable de succéder et l'interposition de personne étant sans effet à son égard, d'après la loi genevoise, est fondé bien que Français, à obtenir la délivrance du legs à lui fait.

Les faits constitutifs de l'indignité, du recel sont également du même ressort de l'article 5. Le 9 décembre 1880, (1) le tribunal de la Seine s'est déclaré incompétent pour connaître d'une demande basée sur des faits de détournement et tendant en conséquence à réduire la part d'un Suisse dans les biens provenant de la succession de son père sujet suisse comme lui et, s'appuyant sur l'article 5 du traité de 1869 a renvoyé devant l'autorité suisse compétente.

Il est certain que les actions personnelles entre cohéritiers, qui n'ont aucun rapport avec la succession doivent être soumises au droit commun. Le 24 novembre 1900 (2), le tribunal de la Seine décidait que l'action intentée par un cohéritier, contre un autre cohéritier en paiement d'une somme qu'il prétend avoir prêtée au défunt, est du ressort de l'article 1^{er} de la Convention et non de celui de l'article 5.

Nous faisons nos réserves sur le principe de cette décision. Nous proposerions plutôt de dire que si la réclamation a lieu pendant la liquidation, il y a alors « compte à faire » entre les héritiers ; et que si l'action est intentée plus tard après liquidation, il faut la considérer comme une action ordinaire soumise à l'article 1^{er}. Il est préférable à notre sens de réserver le for de la succession aux contestations entre héritiers,

1. Aff. Kuhliger, Cl. 81,52.

2. Civ. Seine, Cl. 02,567. Coulon c. Beer et Vve Girard.

car il peut à chaque instant naître des questions de garantie entre copartageants qui doivent nécessairement compéter au dit tribunal.

Le traité n'a parlé ni des mesures conservatoires ni de l'*acceptation*, de la *répudiation*, de l'*envoi en possession et de la saisine*.

Il ne semble guère contestable que les autorités du lieu de décès, du domicile ou de la situation des biens ait compétence pour faire procéder aux formalités prescrites par la loi locale. Les *mesures conservatoires* ne préjugant rien ne sauraient être considérées comme des actions rentrant dans la compétence reconnue pour le fond du droit. D'ailleurs, l'urgence qui s'impose presque toujours, le respect des formalités et droits locaux exigent qu'il soit procédé à ces mesures par des autorités proches et l'on irait à l'encontre de leur but en obligeant les intéressés à s'adresser à un tribunal lointain(1). La nomination d'un curateur à succession a été soumise par la Cour de Genève à la compétence de l'article 5. (11 mars 88. J. D. I. P., 90, 520.)

L'*acceptation et la répudiation* de la succession constituent des actes plus positivement héréditaires et qui sont faits par des personnes se basant sur un droit successoral. Il s'agit d'abord de savoir si ces actes sont nécessaires ; il semble logique de consulter la loi qui régit la succession : quant au lieu de leur accomplissement (2) il y a lieu de penser que c'est celui de l'ou-

1. Paris, 29 nov. 1865. *Gaz. des Tribunaux*, 7 déc. 1865.

2. Jug. du Trib. de Com. Genève, 5 oct. 1885 (cité par Aujay, p. 278) décide que la renonciation à la succession d'un Français ne peut avoir lieu qu'au lieu de son dernier domicile en France.

verture de la succession c'est-à-dire, le canton d'origine, ou ce lieu du dernier domicile et le lieu de la situation pour les immeubles (1).

L'envoi en possession est soumis aux mêmes règles (2).

Les effets de *la saisine* sont régis par la loi de situation des biens, car elle se rattache à la possession et à l'organisation de la propriété.

Nous passons rapidement sur ces questions, qui sont du droit international commun (3). Le traité de 1869 étant muet à leur égard, il n'y a pas de doute qu'il faille en faire l'application.

Des hésitations se sont élevées sur le point de savoir si l'on pouvait faire rentrer les *contestations entre héritiers et donataires* dans la formule employée par le traité. Celui-ci ne parle que d'héritiers et légataires.

M. Vincent (4) estime que ces contestations entre héritiers et donataires doivent obéir à la règle de l'article 5 lorsqu'il s'agit d'une donation après décès.

1. Néanmoins, ainsi que le fait remarquer Aujay, (p. 277) il sera prudent de faire les formalités au lieu du décès et au lieu d'origine car si la contestation s'élève entre un héritier et un tiers, la convention de 1869 étant inapplicable, le tribunal du lieu de décès sera compétent en matière mobilière.

2. Vincent et Pénaud. *Dictionnaire*, n° 79, v° *Succession*. Despagne, 489.

3. Elles ont été traitées à fond et avec un sens critique remarquable par notre savant maître, M. le professeur Pillet dans le cours qu'il fit en 1902 à la Faculté de droit de Paris.

4. *Rev. prat.*, 1892, p. 19.

La jurisprudence française n'a pas adopté cette manière de voir. Dans l'affaire Diggelman (1), le tribunal de Versailles et la Cour de Paris proclamèrent bien leur incompétence pour connaître de la succession mobilière, mais retinrent la contestation relative à la réduction d'une donation faite à la veuve au cours du mariage.

La jurisprudence suisse semble être en sens contraire.

En 1889, le tribunal de Genève (2) se déclare incompétent en vertu de l'article 5 sur la question de savoir si le donataire usufruitier de la succession d'un Français mort en Suisse est tenu de fournir caution.

En 1887 (3), le même tribunal avait jugé de même dans une contestation sur l'emploi de valeurs successorales entre un légataire et un usufruitier de ces valeurs.

Actions des créanciers héréditaires

Ici, l'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence est complète pour écarter les actions des créanciers héréditaires contre la succession du domaine de l'article 5 (4).

1. D. 89.2.277 et le *Droit*, 17 sept. 1888. Voir aussi la Dissertation de Roguin. Cl. 86, 563.

2. *Revue prat.*, 91.1.360. Tribunal Genève, 24 mai 1889, Chazal c. C. Dumonthay.

3. *Revue prat.*, 1888, v^o *Succession*, n^o 7. Genève, 3 mars 1887.

4. Martin, p. 23. Brocher, 54. Curti, 83. Roguin, 409.

Tribunal fédéral, 1^{er} juin 1877. Cl. 78, 71. Aff. Lagorée. — Genève,

En 1877, le tribunal fédéral suisse a inauguré sa jurisprudence dans l'affaire de Lagorlée. Les créanciers de ce *de cujus* français, décédé en Suisse poursuivaient, devant les tribunaux suisses, la liquidation de la succession contre les héritiers suisses. Ces derniers excipèrent de l'incompétence des juridictions suisses en se basant sur l'article 5 de la Convention. Le tribunal fédéral a décidé que la « Convention de 1869 ne contient aucune disposition ayant pour conséquence d'enlever aux tribunaux du canton de Fribourg, la compétence de statuer sur les prétentions des créanciers d'un Français domicilié dans ledit canton au moment de sa mort... et qu'il est conforme aux principes admis dans le droit commun, que les créanciers ont vocation légale pour requérir, avant tout partage le paiement de leurs créances et prétentions au lieu du domicile du défunt ».

Cette solution est théoriquement très juridique. Elle est loin d'être satisfaisante. Aussi a-t-on cherché à y apporter des tempéraments.

A ce sujet, il faut signaler la solution proposée par M. Pillet.

L'idée fondamentale est celle-ci : en l'absence de disposition concrète du traité, il faut en chercher une rationnelle : elle consiste à distinguer si la loi qui

26 nov. 1883. *Sem. judiciaire*, 84, p. 58. — Genève, 20 février 1886. Aff. Dumas, *loc. cit.*, 86, p. 389. Tribunal fédéral, 5 déc. 1890. Escoffier c. Mestral. *Revue prat.*, 90, 91. 4^e partie, v^o *Succ.*, 18, Lyon, 26 avril 1879. Cl. 80, 107. Voir aussi la note de M. de Boeck sous Dijon 3 juillet 1888. D. 90, 2.121.

régit la succession admet ou non l'adage *hereditas jacens personam defuncti sustinet*.

Si oui, les créanciers pourront invoquer l'article 5, leur action devient une opération de liquidation. Sinon il y a lieu d'appliquer l'article 1 et 2 de la Convention.

Les divergences d'opinion apparaissent quand il s'agit de dire quel texte régira les actions des créanciers.

Faut-il appliquer les articles 1 et 2 de la Convention ?

Le juge français pourra-t-il faire usage de l'article 59 du Code de procédure civile ?

La jurisprudence suisse applique les articles 1 et 2 de la Convention. L'arrêt précité du 5 décembre 1890 déclare que « sans s'arrêter à une autre question, dès « que l'hérédité est acceptée partagée ou non, la com-
« pétence est réglée d'après les articles 1 et 2 de la
« Convention ». Cette solution entraîne des conséquences qui sont loin d'être satisfaisantes.

Si parmi ces héritiers il y a des étrangers aux deux pays, va-t-on obliger les créanciers français à citer les Suisses devant leur for naturel (art. 1^{er} de la Conv.) et les étrangers devant le tribunal du dernier domicile en France (art. 59, C. p.) il y aura deux jugements qui pourront être contraires.

Autre défaut : si les héritiers sont domiciliés dans le pays d'origine de leur auteur, les créanciers du pays du décès de cet auteur devront aller plaider au loin et la situation défavorable dépend du fait de la mort du débiteur.

Autre conséquence injustifiable : Le créancier fran-

çais agissant contre des héritiers suisses devra diviser son action et poursuivre une instance devant le tribunal de chaque héritier, tandis que le créancier étranger d'héritiers français pourra se prévaloir de l'article 59 du Code de Procédure civile et intenter une seule action devant le tribunal de l'ouverture de la succession. Le traité, dans ce cas est une cause de défaveur et de complication.

Il serait fort désirable qu'un texte ait prévu cette importante question. En 1869, on n'y a même pas songé. C'est une des conséquences du mauvais vouloir et de l'intransigeance que semblent avoir montré les délégués français. L'examen eût découvert le vice fondamental qui résidait dans le choix du pays d'origine comme lieu d'ouverture de la succession. En effet, par le fait du décès, les créanciers voient leur débiteur, de personne physique devenir une entité appelée succession qui se personnifie ensuite, en se divisant, dans chaque héritier.

Il est nécessaire qu'à chaque instant le créancier puisse assigner son débiteur. Dans notre traité, surpris par un brusque événement, le créancier voit sa situation empirer dans de fortes proportions. Ce peut-être pour l'étranger dont la mort occasionnera cette défaveur, la ruine de tout crédit.

L'article 59 du Code de Procédure civile remédie à ces inconvénients. Après le décès, il distingue deux phases : du décès au partage, for du domicile du *de cujus* ; à partir du partage, for de chaque héritier, de sorte que jusqu'au partage la situation du créancier ne change pas, il a toujours devant lui le même créancier qu'il assigne en assignant la succession.

C'est une solution analogue qu'avaient préconisée MM. le Bâtonnier Rousse, Boinod et Rousseau dans la consultation qu'ils donnèrent à propos de l'affaire Lagorrée, en comparant l'article 59 du Code de Procédure civile et l'article 5 de la Convention.

Or, en reportant l'ouverture de la succession dans le pays d'origine du *de cujus*, l'article 5 rendait d'avance cette solution impratique, en obligeant les créanciers à aller plaider au loin ; c'est surtout cet inconvénient qui est grave dans le traité.

Le seul remède est la révision de la Convention en prenant pour base de compétence juridictionnelle le tribunal du domicile vrai du *de cujus*.

M. Martin pense avec justesse que « le principe à « faire prévaloir doit être celui-ci : la succession « forme une masse, un tout, absolument comme dans « le cas de faillite et il y a économie de temps et de « frais à exiger qu'il n'y ait qu'un tribunal compétent dans tous les cas ».

Actions matrimoniales de nature pécuniaire

Cette sorte d'actions échappe à l'article 5. C'est un point définitivement acquis. Mais il s'en faut que les jurisprudences des deux pays aient été toujours d'accord. Pendant des années, la jurisprudence française a été en désaccord avec celle des tribunaux suisses. Ce qui prêtait à équivoque, c'était le mélange fréquent des questions de succession et des questions de liquidation et de partage de communauté.

Cependant dès 1874, la Cour suprême a séparé très nettement ces deux sortes d'actions dans une affaire Perroud-Oger (1).

Voici les circonstances de fait :

Oger, sujet français avait épousé en France la fille de Perroud, sujet suisse, marié en France sans contrat. Le beau-père et le gendre étant devenus veufs, Oger tuteur de ses enfants mineurs, intenta à Perroud une action en partage de la communauté ayant existé entre ledit Perroud et sa femme, et porta son action devant le tribunal civil de Rennes. S'appuyant sur l'article 5 du traité franco-suisse, Perroud déclina la compétence du tribunal de Rennes, soutenant que les mineurs Oger puisaient leur droit d'action dans leur qualité d'héritier de leur mère et que la contestation avait le caractère héréditaire. Le tribunal de première instance de Rennes se déclara compétent le 21 août 1871. Perroud interjeta appel et la Cour de Rennes le 30 avril 1872 admit son déclinatoire, justifiant sa décision par des motifs dont nous détachons ce court passage :

« En vain, les mineurs Oger prétendent-ils qu'ils
« ne poursuivent que le partage d'une communauté ;
« cette communauté qui se trouve dans l'hérédité de
« leur mère défunte compose effectivement sa suc-
« cession et on ne peut, pas plus en fait qu'en droit,
« séparer l'une de l'autre. »

Oger se pourvut en Cassation ; le 3 juin 1874, la Chambre civile de la Cour de cassation cassa l'arrêt

1. Civ. cass., 3 juin 1874. D. 75.1.30 et sur renvoi Angers, 4 février 1875. D. 76.2.126 et Cl. 76, 28. S. 75.1.245.

de Rennes, déclarant dans les motifs de sa décision que l'action d'Oger tendait à faire ordonner le partage de la communauté Perroud par parts égales entre l'époux survivant et la succession de la dame Perroud, prédécédée; que cette opération différait essentiellement de la liquidation et du partage de la succession de la dame Perroud dont le règlement est réservé aux tribunaux suisses en vertu de l'article 5 de la convention diplomatique.

A dater de cette décision, la jurisprudence française est fixée.

En 1875 (1), le tribunal civil de la Seine appliqua les mêmes principes dans l'affaire Bolay.

La demoiselle Bolay intenta contre son père, sujet suisse marié en France sans contrat, une action en partage de la communauté ayant existé entre lui et sa femme prédécédée.

Bolay père, de son côté, obtint, contre sa fille, en Suisse un jugement par défaut, qui, selon la loi cantonale applicable, lui attribuait la totalité des acquêts de la communauté. Mais quand Bolay sollicita l'exequatur dudit jugement, le tribunal de la Seine et la Cour de Paris le lui refusèrent et ordonnèrent le partage de la communauté suivant la loi et devant les tribunaux français.

En Suisse cette question avait été résolue pendant longtemps en sens contraire, mais à l'heure actuelle, les deux hautes juridictions française et suisse ont une communauté de vues complète.

1. Seine, 1^{er} avril 1875. Cl. 76, 187.

L'affaire Diggelman (1) a consacré cette entente. Le Suisse Diggelman s'était marié à Paris, sous le régime de la communauté légale, avec une Suissesse. Diggelman mourut à Sannois (S.-et-O.), en 1882. En 1884, le frère du *de cujus* actionna sa belle-sœur devant le tribunal de Zurich pour obtenir la réserve que lui donnait la loi suisse sur les biens de son frère, calculée d'après la même loi.

Cette loi attribuait au mari la totalité des acquêts et Diggelman frère en réclamait les 3/4.

M^{me} Diggelman déclina la compétence de la juridiction suisse, s'appuyant sur la communauté légale qui était son régime matrimonial et sur une donation universelle de son mari, réciproque, passée en 1879 devant un notaire français.

Successivement le tribunal de Zurich, le 17 mars 1885, et la Cour supérieure du canton le 16 mai de la même année rejetèrent le déclinatoire. Mais le tribunal fédéral, le 10 juillet 1885 l'admit.

L'affaire vint devant les tribunaux français. La Cour de Paris, par arrêt du 29 juin 1888 confirmant sur ce point le jugement de Versailles, déclara que « l'article 5 du traité franco-suisse de 1869 est spécial aux actions relatives à la liquidation et au partage des successions testamentaires et *ab intestat*; qu'en conséquence il ne s'applique ni à la demande ayant trait au règlement d'une donation universelle, ni à la demande ayant pour objet la détermination du régime matrimonial... »

1. Tribunal fédéral, 10 juillet 1885. Cl. 86, 404. Rec. off., 85, 341.
Cour Paris, 29 juin 1888. D. 89, 2, 277.

Le tribunal fédéral a persisté dans cette jurisprudence, dans une affaire Simon c. Pralon. Cette dernière décision affirme de la façon la plus catégorique que l'action en partage de la communauté échappe à l'article 5 du traité. La question peut donc être considérée comme réglée (1).

1. Aff. Simon c. Pralon, 12 avril 1889, le *Droit* du 9 juin; Chambéry 5 février 1889. Pralon c. Pécilla, D. 90.2.125.

QUATRIÈME PARTIE

LA LOI DE 1819 ET LE TRAITÉ

‘ Nous arrivons au commentaire du deuxième paragraphe de l'article 5 ainsi conçu :

« Si dans les partages de succession auxquels les
« étrangers sont appelés concurremment avec des
« nationaux, la législation de l'un des deux pays ac-
« corde à ses nationaux des droits et avantages par-
« ticuliers sur les biens situés dans ce pays, les res-
« sortissants de l'autre pays pourront, dans des cas
« analogues, revendiquer de même les droits et avan-
« tages accordés par la législation de l'État auquel
« ils appartiennent ».

Cette disposition obscure prétend éclairer une situation obscure créée par une loi aussi courte que regrettable : la loi du 14 juillet 1819.

La loi du 14 juillet 1819, intitulée faussement (1) d'ailleurs, loi relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction dispose en son deuxième et dernier article.

« Dans le cas de partage d'une même succession
« entre des cohéritiers étrangers et français, ceux-ci
« prélèveront sur les biens situés en France une
« portion égale à la valeur des biens situés en pays

1. Depuis 1790, aucune disposition n'avait rétabli l'incapacité de transmettre ni de droit de détraction.

« étranger dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales. »

Texte d'équité dans son esprit, d'obscurité dans ses termes, d'abus dans son application cette disposition n'avait pas été envisagée lors des négociations du traité de 1828. Il y a tout lieu de croire que les délégués suisses pensaient qu'elle ne pouvait s'appliquer entre Suisses et Français.

Faite à l'encontre des pays, tels que l'Angleterre, qui possédaient encore un droit d'aubaine, elle avait pour but de corriger l'iniquité qu'aurait créée au profit de ces pays, la disposition de l'article 1^{er}.

Mais en 1819, la Suisse et la France étaient liées par le traité de 1803, reproduisant celui de Soleure et négatif de toute institution d'aubaine. L'idée de la loi de 1819 reposait, à l'origine sur le droit d'aubaine. Les délégués suisses s'en souvinrent fort justement en 1869.

Il est donc naturel qu'on n'ait pas songé à écarter la loi de 1819 en 1828 puisqu'elle semblait n'avoir aucune prise sur les relations franco-suisses.

L'interprétation extensive, abusive même, faite par la jurisprudence devait détromper la Suisse sur ces idées françaises.

Une affaire connue sous le nom d'affaire *Vanoni* eut un grand retentissement et fixa la jurisprudence française sur la question de compatibilité de la loi de 1819 et du traité de 1828.

En 1854, le Suisse Vanoni mourait à Paris, *ab intestat*. Pour recueillir sa succession se présentèrent P. Vanoni son fils et les mineurs Moineau par représentation de leur mère, née Vanoni, prédécédée. La

loi suisse de Vanoni donnait à P. Vanoni les 3/4 de la succession.

Moineau père, en qualité de tuteur de ses enfants, introduisit devant le tribunal de la Seine une demande en partage de la succession de son beau-père. Successivement, le tribunal de la Seine et la Cour de Paris se déclarèrent incompétents en vertu du traité de 1828.

Les tribunaux tessinois saisis de la demande attribuèrent au fils Vanoni les 3/4 de la succession de son père, conformément à la loi qui devait régir la succession en vertu du Traité. Mais lorsque Vanoni voulut obtenir l'exéquat de la décision qui la favorisait, Moineau intervint et lui opposa la loi de 1819. Cette fois le tribunal de la Seine — 17 avril 1857 — et la Cour de Paris — 9 août 1858 — accueillirent la demande de Moineau et repoussèrent celle de Vanoni.

Enfin l'arrêt de la Cour de cassation du 18 juillet 1859 (1) vint clôturer l'affaire en rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel.

« Attendu... que l'article 1^{er} du traité de 1828 n'a
« pour effet que de déterminer la juridiction dans les
« cas énoncés et la compétence des tribunaux fran-
« çais ou étrangers ; mais qu'il ne statue ni ne pré-
« juge en rien sur le fond du droit ; que cette disposi-
« tion est d'ailleurs subordonnée au principe supérieur
« et antérieur qui veut que l'exécution des décisions
« rendues par les tribunaux étrangers ne puisse être
« ordonnée en France qu'autant que ces décisions
« n'ont rien de contraire aux maximes de notre droit
« public et de nos lois d'intérêt général ; que la dispo-
« sition de l'article 2 de la loi de 1819 est générale et

1. D. 59.1.327 ; S. 59.1.833.

« absolue et ne comporte aucune exception ; que le
« législateur n'a entendu ni la limiter ni la restreindre
« en vue de la nationalité ou de toute autre cause. »

On ne peut être ni plus catégorique, ni plus entier. Aussi cette décision a-t-elle provoqué de vives critiques de M. Curti. Ses critiques ont surtout porté sur l'attribution du caractère d'ordre public à la loi de 1819.

Il est, en effet, difficile de reconnaître le caractère d'ordre public à toutes les conséquences que la jurisprudence a donné à cette loi. Néanmoins l'idée-mère de la loi a certainement ce caractère si on l'a trouvé dans l'idée de maintenir le principe de l'égalité successorale.

Il nous paraît aussi que, ainsi que nous l'avons exposé plus haut, les Suisses devaient échapper à l'application de la loi de 1819 ; mais, même au fond du droit, le législateur est responsable de décisions comme celle de la Cour de cassation à cause de l'excessive compréhension des termes employés. Le but de la loi, avoué, reconnu, était de maintenir un droit réciproque d'aubaine. Le rapporteur ne l'eut pas dit qu'on le devinerait à lire l'intitulé erroné de la loi. Dans l'esprit de celui qui a écrit le texte de l'intitulé, la loi pouvait se décomposer ainsi.

Article premier. — Le droit d'aubaine est aboli ;

Art. 2. — Il subsiste néanmoins à l'encontre des pays qui le maintiendraient pour les Français.

Certes, les rédacteurs de cet acte ont erré en croyant abolir le droit d'aubaine, mais leur erreur était rendue explicable par le rétablissement partiel qui en était fait.

Ce but eût été seul atteint sans hésitation postérieure possible, si le législateur n'avait pas étendu l'application de la loi par les mots « pour quelque cause que ce soit ». Ces mots devaient justifier tous les empiètements et tous les abus, en donnant à la loi un caractère absolu contraire à son intention.

La plupart des auteurs se prononcent pour l'incompatibilité de la loi de 1819 et du traité.

Quoi qu'il en soit, la manière de voir adoptée en France réduisait considérablement pour les Suisses les avantages d'un traité; ce qu'ils y gagnaient était insignifiant puisque pour toute la succession immobilière, la compétence législative de la succession mobilière et la loi de 1819, ils étaient sur le même pied que les autres étrangers!

La décision de la Cour de cassation souleva de légitimes protestations en Suisse. Le protocole additionnel et le *Message du Conseil fédéral* nous renseignent sur les tentatives faites en 1868 pour obtenir l'abrogation de la loi de 1819. Le protocole additionnel ne parle même que de cela, pour l'article 5. Fait pour « déterminer le sens et la portée de « quelques-unes des stipulations sur l'interprétation « desquelles il pourrait s'élever des doutes », il laisse supposer que satisfaits de leur œuvre, MM. les négociateurs n'ont trouvé dans l'article 5 rien qui pût engendrer quelque doute, sauf peut-être cet alinéa 2, et encore n'en parlent-ils que pour en constater l'inutilité, pour dire que rien n'est changé et que si on l'a écrit c'est par condescendance pour les Suisses et parce que il n'engageait à rien.

Voici ce texte :

« La question s'est élevée, dans le cours des négociations, de savoir si l'article 2 de la loi française de 1819 pouvait être appliquée dans le cas où des héritiers français et suisses se trouveraient appelés concurremment à la succession d'un Français ou d'un Suisse décédé en laissant des biens dans les deux pays. Le Gouvernement suisse exprimait le désir que les successions respectives des Suisses et des Français fussent réglées sans égard aux dispositions de cet article.

« Le Gouvernement français a expliqué qu'il ne pouvait par un traité, abroger une loi faite en faveur des Français; que d'après un arrêt de la Cour de cassation du 18 juillet 1859, les traités antérieurs ne faisaient point obstacle à l'application de l'article 2 de la loi de 1819; en conséquence on a exprimé dans des termes généraux que, si la législation d'un des deux pays accordant à ses nationaux des droits et des avantages particuliers sur les biens situés dans le pays, les nationaux de l'autre pays pourraient de même invoquer les lois et avantages à eux réservés par la législation de l'État auquel ils appartiennent. »

Le *Message du Conseil fédéral* donne les mêmes explications.

« Les tribunaux français ayant déclaré que cette loi était restée en vigueur à côté du traité de 1828 et qu'elle était également applicable vis-à-vis de la Suisse et des conflits ayant surgi nous espérions obtenir, à l'occasion de la révision du traité, une

« position claire sur ce point comme sur d'autres
« Nous demandâmes au Gouvernement français déjà
« dans les premières instructions de 1863 que, pour
« le partage des successions, il voulût bien reconnaî
« tre sans réserves, à son choix, ou la loi du pays
« d'origine ou celle du lieu du domicile du défunt.

« Mais, dès les négociations préliminaires on nous
« déclara qu'il était impossible d'abroger la loi de
« 1819; on croyait toutefois atténuer cette déclaration
« en nous montrant que la loi dont il s'agit ne s'ap-
« plique que lorsqu'il y a des cohéritiers français con-
« courant avec des Suisses et que, dans des cas de ce
« genre, on n'avait rien à objecter à ce que la législa-
« tion des cantons suisses sur les successions fût égale-
« ment réservée. On nous fit aussi remarquer que ces
« cas forment l'exception, parce que le plus souvent
« ce ne sont que des Suisses ou que des Français,
« qui élèvent des prétentions à une succession et
« qu'alors le traité seul est appliqué
«

« En ce qui concerne la loi française précitée de
« 1819, nous devons ajouter que le Gouvernement
« français adhère sur ce point encore à la jurispru-
« dence des tribunaux de France et affirme que le
« traité de 1828 pouvait d'autant moins invalider la
« loi de 1819 (1) qu'il n'avait pas été soumis aux

1. Ceci est fort contestable. Un traité a en général pour objet de faire à tel État des conditions particulières souvent plus favorables que le droit commun. Au point de vue international il a une valeur identique dès qu'il est constitutionnellement ratifié quelle que soit l'autorité qui ait ce pouvoir et il semble que la France ait diminué l'autorité de sa signature dans toutes les affaires où fut mêlée cette loi de 1819.

« chambres et que cette loi ne pourrait être abrogée
« que par une autre loi, mais qu'une loi rencontre-
« rait sûrement de l'opposition dans le Corps législa-
« tif surtout en vue de certaines prérogatives accor-
« dées en Suisse par les lois cantonales, aux fils, au
« préjudice des filles, en contradiction complète avec
« l'esprit de la législation française.

« Ce fut en vain que nous fîmes observer, à l'appui
« de notre assertion suivant laquelle la loi dont il
« s'agit ne pouvait être appliquée à la Suisse qu'elle
« avait été décrétée uniquement à l'égard des États
« chez lesquels il existait des droits d'aubaine.

« Les délégués français déclarèrent de la manière
« la plus positive qu'il était absolument impossible
« à leur Gouvernement d'enlever aux Français les
« avantages que leur assurait formellement le Code
« civil. Ils ajoutèrent que la loi de 1819 n'avait pas
« seulement pour but de créer une compensation des
« droits d'aubaine, qui ont été partout abolis, mais
« qu'elle se rapporte en outre d'une manière générale,
« aux droits et avantages particuliers que le Code
« Napoléon confère aux Français en matière de suc-
« cession *ab intestat*; que cette loi avait été mainte-
« nue et appliquée par le Gouvernement français
« vis-à-vis de tous les autres pays; enfin que son
« application à la Suisse avait été constatée par un
« arrêt de la Cour de cassation et était devenue par
« cela même jurisprudence française. Par tous ces
« motifs, la France se voyait obligée de faire abstrac-
« tion d'une révision du traité de 1828 plutôt que
« de faire droit à notre réclamation. »

Cette façon de mettre le marché en main nous

montre que les mauvaises prétentions n'ont pour elles que de mauvaises raisons.

Cette loi incorrecte et vicieuse abusivement interprétée n'a trouvé aucune raison juridique pour se justifier. Elle a été rendue encore plus insupportable par l'entêtement qu'ont mis à la soutenir et à l'amplifier malgré les blâmes et les incorrections, et la jurisprudence et le Gouvernement de 1868.

« Dans ces circonstances, il n'y avait plus qu'à
« choisir une rédaction qui, d'une part, limitât les
« effets de la loi de 1819 aux seuls cas dans lesquels
« des Suisses et des Français étaient appelés à con-
« courir ensemble à une succession (sauf pour les
« immeubles au sujet desquels la forme *rei sitæ* reste
« toujours réservée) et qui d'autre part, assurât par
« analogie aux Suisses le droit de revendiquer les
« avantages que leur procurent les lois de leur can-
« ton, si ces lois leur sont plus favorables que les
« lois françaises. »

La rédaction à laquelle on s'est arrêté est loin d'être claire. M. Martin avait bien raison de dire
« la rédaction en est si embarrassée et si confuse que
« j'en abandonne l'interprétation à de plus experts
« que moi ».

D'autres, en effet, ont essayé.

M. Brocher pense que l'on pourrait croire qu'il s'agit uniquement des cas où la loi fait aux nationaux une position préférable à celle des étrangers. Ce serait donc des représailles pour cause d'extranéité.

M. Lehr estime que c'est un texte de conciliation chaque privilège recevant son exécution sur les biens du pays où il existe.

MM. Curti et Roguin opinent pour le maintien intégral de la loi de 1819.

M. Weiss, changeant son opinion première, suit M. Curti.

M. Aujay donne une formule fort raisonnable qui découle des précédentes : La loi de 1819 demeure applicable au profit des Français, la législation suisse analogue, si elle vient à exister, est applicable par réciprocité au profit des Suisses.

Toutes ces opinions sont bien pareilles, qui s'ingénient à trouver le sens de mots qui n'en ont pas. On ne retrouve pas en 1869 la formule de 1819. Que veulent dire ces mots *droits et avantages, cas analogues*?

Ces explications du *Message* permettent de voir dans les mots *droits et avantages particuliers* les lois successorales en général. On aboutit alors à une série de prélèvements consécutifs, dans la même succession, destinés à se neutraliser. Une autre opinion voit dans les mêmes mots l'équivalent de la loi de 1819.

Les *cas analogues* au dire de certains auteurs ne pourraient pas se produire dans la même succession mais dans d'autres où les cohéritiers étrangers seraient désavantagés par l'application de la loi française.

Quoiqu'il en soit, pour que ces interprétations pussent avoir quelque conséquence, il eût fallu que la Suisse possédât une loi de même nature que la loi de 1819. Or, la Suisse n'en possédait pas, elle a donc

conclu un marché de dupes, souscrit à une réciprocité illusoire. Et si la Suisse votait cette loi, aurait-elle besoin de l'autorisation que semble lui accorder le traité, alors que la France s'est toujours moquée des traités signés en toute bonne foi par les pays étrangers.

Il est impossible de saisir le fil de la pensée des auteurs de la rédaction. Et l'on en arrive à cette conclusion que le texte était inutile parce que vide et creux. Et en effet, point n'était besoin d'un traité pour assurer la réciprocité de mesures de défiances et maintenir un texte xénophobe. Une loi sûrement eût suffi et ce n'est pas une petite bizarrerie que l'insertion très sérieuse de ce texte de représailles légales dans un traité !

D'une façon générale, il est regrettable que la loi de 1819 ait été maintenue, car elle tend à empêcher l'exécution de toute doctrine internationale en matière de succession.

Dès que le principe d'application de telle loi est reconnu, il est de toute nécessité de lui laisser déployer ses conséquences et non pas l'annihiler toutes les fois qu'il est contraire à la loi française. Si la Suisse possédait une loi analogue à la loi de 1819, le règlement d'une succession dans laquelle seraient intéressées les deux nationalités consisterait en une série de prélèvements qui aboutirait à l'observance finale de la loi du pays où seraient situés le plus de biens.

Le *Message fédéral* a vainement essayé de pallier l'échec des demandes suisses en faisant état de la limitation apportée et restreignant l'application de la loi de 1819 ou de toute autre loi similaire au cas où

il y a concours entre Français et Suisses (1). Victoire bien mince à la vérité. Les héritiers tous Suisses d'un Français verront la succession mobilière du *de cuius* réglée par la loi française; l'application de la loi de 1819 est inutile et impossible. Au surplus, la loi ne pourrait pas être invoquée par des étrangers. Dès lors on ne voit pas bien l'intérêt que la Suisse a eu à sauvegarder en limitant les effets de la loi de 1819.

Il est possible que nous ne comprenions pas mais notre raisonnement ne peut éviter une série d'incompatibilités, d'absurdités. Les interprétations données sont obscures, recherchées et notre conclusion est celle-ci : rien n'est changé. L'alinéa est inutile et pourrait être supprimé.

Un texte aussi mal rédigé ne pouvait clore la discussion, la porte restait ouverte à toutes les interprétations. On le vit bien dans l'affaire Casanova-Nouzille qui fait après le traité pendant à l'arrêt Vanoni, antérieur au même traité.

En 1885, Casanova, sujet suisse mourut en France. La succession qui s'ouvrait comprenait des biens situés en France et en Suisse.

En France : un immeuble à Niort et 15.000 de valeurs mobilières.

En Suisse : des parts indivises dans des immeubles,

1. Quelques auteurs : Demante. *Cours*, III, n° 33., Aubry et Rau. *D. Civil*, VI, 277. Demolombe. *Succ.*, I, 203 *bis* et la jurisprudence. Civ. cass., 27 avril 1868. S. 68.1.257. D. 68.1.302 violant manifestement la lettre de la loi de 1819 admirent l'application de la loi de 1819 même entre cohéritiers français.

Contra. Renault. Cl. 76, 20. Laurent. VIII, n° 559. Weiss. *Traité*, p. 114.

parts reçues par succession, et une quantité négligeable de valeurs mobilières.

Pour recueillir la succession se présentèrent ;

1° Les mineurs français Nouzille institués légataires universels par le défunt ;

2° Trois frères et sœurs suisses appelés par la loi Grisonne, en qualité de réservataires, à concurrence des $\frac{4}{5}$ de la succession immobilière suisse (1), et la moitié des valeurs mobilières acquises par le *de cujus*.

D'après le traité, la loi Grisonne devait régir la succession sauf les immeubles français.

Les mineurs Nouzille auraient donc eu l'immeuble sis à Niort, la moitié de toutes les valeurs mobilières et le $\frac{1}{5}$ restants des parts immobilières existant en Suisse.

Le notaire chargé de la liquidation procéda ainsi qu'il vient d'être indiqué et son travail ne souleva aucune protestation. Mais le tribunal civil de Niort qui devait homologuer la liquidation pour surveiller les intérêts des mineurs, Nouzille refusa son approbation parce que le notaire n'avait pas tenu compte de l'article 2 de la loi de 1819.

Les consorts Casanova firent appel de cette décision et les mineurs Nouzille conclurent à l'attribution à leur profit de toutes les valeurs situées en France.

La Cour de Poitiers (2) fit droit à l'appel incident et appuya sa décision de motifs imprégnés du plus pur esprit de la loi de 1819 interprétée par la jurisprudence.

1. Parce que les biens étaient échus au *de cujus* par voie d'héritage.

2. P. 90.1.106.

« Attendu que la loi du 14 juillet 1819, en édictant
« dans son article 1^{er} que les étrangers succéderaient,
« disposeraient et recevraient de la même manière
« que les Français, et en admettant dans son article 2
« les Français à se récupérer sur les biens situés en
« France du tort que leur cause l'application de la
« législation étrangère sur les biens étrangers, a clai-
« rement indiqué que la loi française doit être préfé-
« rée à la loi étrangère, dès que les cohéritiers fran-
« çais y trouvent un avantage ; que les discussions
« parlementaires auxquelles a donné lieu l'élaboration
« de la loi de 1819 ne laissent aucun doute sur l'esprit
« qui a présidé à sa rédaction ; attendu que peu importe
« la situation juridique des meubles ; attendu que refu-
« ser aux mineurs Nouzille la totalité des valeurs mo-
« bilières qui se trouvaient en France, le jour du décès
« de Pierre Casanova, serait consacrer au profit d'étran-
« gers une réserve doublement contraire au système
« adopté par le Code civil tant au point de vue des
« personnes qu'au point de vue de la recherche de
« l'origine des biens ; attendu que vainement on
« oppose que la loi de 1819 ne s'applique qu'aux suc-
« cessions *ab intestat* ; que cette objection tombe
« devant le texte même de l'article 1^{er} de ladite loi
« qui abrogeant les articles 720 et 912 du Code civil
« comprend aussi bien la faculté de disposer que celle
« de succéder et aussi devant les termes de l'article 5,
« § 2 du traité franco-suisse du 15 juin 1869, lequel
« vise les successions testamentaires comme les suc-
« cessions *ab intestat*. »

Cette décision respire l'excessif ; mais il est juste

de dire que la Cour de Poitiers ne faisait que suivre la jurisprudence notamment pour l'étendue des applications de la loi et pour la situation juridique des meubles (Chambéry, 11 juin 1878. Cl. 78, 611).

Il est cependant douteux que ce soit avec juste raison que les rédacteurs de l'arrêt invoquent les travaux préparatoires de la loi. Il semble bien établi, et par le rapport de Boissy d'Anglas et par une déclaration (1) du Garde des Sceaux que la législation nouvelle n'a visé que les exclusions résultant du droit d'aubaine.

Quoi qu'il en soit, les consorts Casanova se pourvurent en Cassation. Leur moyen fondamental était la violation de l'article 3, § 3 du Code civil et de l'article 5 du traité du 15 juin 1869. La Cour devait appliquer la loi suisse à la validité du legs et à la capacité du testateur.

De plus les articles 724, 912, 916 et 1006 du Code civil ne devaient pas être invoqués dans une succession qui d'après l'article 5 du traité de 1869 doit être régie par la loi suisse.

Les recourants déclaraient l'article 2 de la loi de 1819 inapplicable en l'espèce, mais chose curieuse n'attaquaient pas l'arrêt de la Cour en ce qu'il appliquait l'article précité à une succession testamentaire et en faisait bénéficier des légataires. Pour nous, ce seul point, en l'état actuel de la pratique pouvait être un fondement sérieux quoique la jurisprudence n'ait pas suivi l'opinion restrictive (2).

1. Weiss. *Traité élém.*, p. 96.

2. Douai, 28 avril 1874. Cl. 75, 274 ; Seine, 9 juillet 1892. Cl. 92, 962
Contra. Weiss, *loc. cit.*, p. 98.

Devant la Cour suprême, le Procureur Général Ronjat développa des conclusions tendant à prouver que le traité de 1869 avait abrogé dans les rapports franco-suisse, l'article 2 de la loi de 1819. Après avoir résumé clairement les difficultés suscitées par le conflit de la loi de 1819 et du traité de 1869, il pose le nœud de la contestation : Est-ce la loi grisonne ou la loi française qui doit être appliquée ?

Le P. G. exposa que l'article 2, de la loi de 1819, ne pourrait être appliqué que dans une succession de Français régie par la loi française — que, de plus, la loi suisse devant son conteste régir la succession, la capacité du testateur, le disponible et la réserve devaient être fixées par ladite loi. Le magistrat concluait que la loi de 1819 ne devait donc recevoir d'application en l'espèce. C'était du droit désirable, le recul de la loi de 1819 dans de justes limites, c'était surtout le reniement de la jurisprudence antérieure. Néanmoins la conclusion était fausse, et il est incontestable, si regrettable cela soit-il, que le traité de 1869 a laissé intacte la loi de 1819.

La Cour de cassation, le 11 février 1890 (2), rendit un arrêt cassant l'arrêt de Poitiers. En lisant les motifs on est frappé de leur simplicité.

La Cour se borne à affirmer que la loi suisse est seule applicable à la succession Casanova et qu'en faisant application d'une loi française, la Cour d'appel a méconnu l'article 5 du traité 1869.

On le voit, pas ou peu d'étayage juridique : et c'est

1. Voir *in extenso*. La loi, 24 février 1890. Cl. 90, 299.

2. P. 90.1.106.

dommage, car la raison invoquée ne peut guère se soutenir. L'article 5 du traité de 1869 reconnaît, nous l'avons vu la loi de 1819, il la maintient formellement. Il eût été préférable que la Cour essayât de restreindre les effets de la loi de 1819, aux seuls cas d'exclusion pour cause d'extranéité, ou encore au cas de succession *ab intestat*.

Nous eussions alors approuvé l'arrêt dont le résultat, sinon l'argument, est tout à fait bon. Cet arrêt est cependant approuvé dans sa teneur par Surville (1), qui déclare que le paragraphe 2 de l'article 5 du traité a créé une situation réglementaire qui doit remplacer la loi de 1819.

MM. Lucas et Weiss ont largement commenté l'arrêt Casanova dans une note insérée dans les *Pandectes françaises* (2). Ces auteurs n'ont pas manqué de souligner cette doctrine nouvelle pour la Cour de cassation.

Les savants professeurs critiquent le caractère d'ordre public que la Cour de Poitiers prétend reconnaître aux lois sur la réserve. La réserve est une portion de la succession *ab intestat* dévolue obligatoirement dans un intérêt purement privé. Le législateur français n'a aucune qualité pour s'immiscer dans l'organisation de la famille étrangère et les héritiers suisses peuvent réclamer en France une réserve que ne connaît pas la loi française ; c'est ce qu'a reconnu la Cour de cassation. Mais que faire de la loi de 1819?

Les commentateurs de l'arrêt répondent : Rien

1. Note dans Cl. 90, 313.

2. P. 90.5.9.

n'empêcherait le Français de s'en prévaloir si deux raisons plus graves n'y mettaient obstacle.

La première est que le droit de prélèvement n'est établi que pour parer à l'exclusion du Français à raison de sa nationalité.

« ... Mais dès qu'il n'est plus question de soumettre
« le Français au droit d'aubaine de lui faire de sa na-
« tionalité un grief et une cause d'exclusion, dès qu'on
« lui applique comme aux étrangers eux-mêmes la lé-
« gislation qui suivant ces principes de droit interna-
« tional privé doit régir la succession; en un mot dès
« que l'égalité n'est pas rompue à son détriment de
« quel droit viendrait-on la détruire à son profit sur
« le sol français par l'attribution d'un privilège ? Il y
« aurait là un empiètement injustifiable de la loi fran-
« çaise sur le droit qui appartient à chaque souverai-
« neté de régler la succession de ses nationaux. L'ar-
« ticle 2 de la loi de 1819 ne sanctionne pas une
« pareille usurpation ; il suppose une exclusion du
« Français ; or ce n'est pas être exclu que d'être
« traité comme les nationaux de l'État étranger. »

La deuxième raison qui fait obstacle à l'application de la loi de 1819 dans l'espèce Casanova est que l'article 2 « doit être soigneusement limité aux successions
« *ab intestat* pour lesquelles il a été fait. Un Français
« ne saurait donc en réclamer le bénéfice s'il se pré-
« sente comme légataire ou comme donataire et s'il
« allègue en cette qualité un préjudice à raison de
« l'application des lois étrangères aux biens compris
« dans sa donation ou dans son legs ; il en serait
« ainsi lors même que sa nationalité française aurait
« été la cause de ce préjudice ».

Les critiques de la note que nous venons d'analyser sont fondées, en droit théorique. D'ailleurs par le seul fait qu'elles limitent les effets de cette fâcheuse loi, il est souhaitable que leurs conclusions soient adoptées.

Néanmoins, il ne nous paraît pas que ce soit l'application exacte de la loi. Nous ne pouvons pas être suspects d'approuver ladite loi ; nous en souhaitons vivement sinon la suppression totale, du moins la révision dans le sens de la doctrine et adoptée à la Haye en 1905, c'est-à-dire en en réservant l'application au seul cas d'exclusion pour extranéité.

Il n'en est pas moins vrai que la loi est là, formelle et qu'il faut l'appliquer tant qu'elle n'est pas abrogée.

Des mots à *quel titre que ce soit*, devait nécessairement découler la conséquence que la jurisprudence en a tirée, c'est-à-dire l'application du droit de prélèvement alors même que c'est par l'application naturelle de la loi civile étrangère que l'héritier français est exclu de certains biens.

Il est indiscutable que c'est contraire à l'idée même de la loi, mais la faute en incombe aux rédacteurs du texte législatif. Celui-ci est clair et formel et le juge n'a pas à rechercher dans les annexes, le sens d'une loi dont les termes ne prêtent pas à ambiguïté.

Dans la majorité des cas, la loi de 1849 réduit à néant l'application de la loi nationale et c'est là son grave défaut.

« Que ces dispositions, dit M. Pillet, soient adoptées par un législateur lorsqu'il s'agit de prendre
« contre un gouvernement étranger qui traite très
« rigoureusement ses nationaux des mesures de ré-

« torsion, cela se comprend. Ce sont des actes d'hostilités et l'on ne demanderait ni raison ni logique à des actes d'hostilité ; mais faire de ce système un principe c'est en réalité renoncer à une règle générale que l'on a soi-même posée ; c'est vouloir concilier deux choses inconciliables c'est se mettre dans une position qu'il est impossible de défendre (1). »

1. Pillet, Notes du Cours professé à la Faculté de Droit de Paris (1912).

CINQUIÈME PARTIE

LA REVISION

« Al'expiration des dix premières années à compter
« de son entrée en vigueur on considèrait une réforme
« de la Convention de 1869 comme étant d'une néces-
« sité urgente. Le commentaire de Brocher a été écrit
« pour préparer cette réforme qui n'a jamais eu lieu
« et dont on ne parle même plus guère aujourd'hui,
« encore que les motifs qui la faisaient désirer n'aient
« rien perdu de leur force. »

Ainsi s'exprime notre maître M. Pillet.

Il n'est pas inutile de retracer les tentatives faites pour obtenir cette révision.

Le traité était conclu pour dix années à partir de l'échange des ratifications — 15 octobre 1869. Depuis elle se proroge d'année en année jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour de la dénonciation.

En 1878, la révision a été mise à l'ordre du jour des délibérations de la Société Suisse des Juristes. Elle a fait l'objet de deux rapports de M. Alex Martin et de M. Lehr, les 19 et 20 août 1878 qui ont principalement porté sur les successions et les tutelles.

M. Martin a publié quelques-unes de ses observa-

tions dans le *Journal de droit international privé* (1) (Clunet).

a) *Actions des créanciers*. — Le jurisconsulte se prononce pour leur centralisation devant un même tribunal.

b) *Action en partage*. — Il faut maintenir la compétence du tribunal de l'ouverture de la succession. Ce tribunal doit avoir compétence pour statuer sur l'action en partage, et même ordonner la vente. L'auteur adopte l'idée d'unité du *for*, sauf pour les formalités de vente qui resteraient de la compétence du tribunal de la situation.

Quant au tribunal compétent, en général, M. Martin abandonne celui de l'article 5 et se prononce pour le tribunal du lieu où le défunt avait son domicile réel c'est-à-dire son principal établissement. C'est le système du droit commun français, article 102 et 110 du Code civil.

« La seule difficulté dans ce système est de définir « le domicile de telle manière que le doute ne soit « pas possible sur le sens de ce mot » et l'auteur opte pour le sens du domicile donné par l'article 102 du Code civil, il faudrait bien le spécifier dans le traité.

Enfin il faudra ajouter une clause, d'après laquelle on établira un tribunal arbitral qui décidera en cas de conflit où est le véritable domicile.

En résumé, il ne doit y avoir qu'un tribunal compétent pour liquider la succession. Ce tribunal doit être le plus rapproché c'est-à-dire celui du domicile.

1. Cl. 79, 121.

On arrive au principe si simple : une masse unique : la succession ; un tribunal unique pour la liquider — serait toutefois maintenue au tribunal de la situation des immeubles la compétence pour les formalités de la vente proprement dite.

M. Lehr a répondu à M. Martin, dans le même journal (1).

Il combat l'idée de baser la compétence sur le domicile réel.

« En ce qui concerne la France et la Suisse, il y a des raisons spéciales et péremptoires pour s'en tenir à la loi nationale...

« Tout d'abord, on ne donne pas le même sens au mot domicile.

« En Suisse, le législateur confond constamment les règles civiles en matière d'établissement avec les simples règles de police sur les nouveaux arrivés et considère comme domiciliés une foule de résidents plus ou moins temporaires dont le séjour manque précisément de l'élément essentiel de l'immigration. »

M. Lehr repousse l'idée d'un tribunal arbitral non pas qu'il la trouve mauvaise, mais parce qu'il l'a croit irréalisable, à cause des questions de politique et de nationalité qui ne manqueraient pas de s'immiscer.

Nous pensons que cette crainte n'est pas fondée. On applique actuellement l'arbitrage à des questions autrement épineuses que celles de compétence et je ne

1. Cl. 79, 117.

sache pas qu'on ait jamais soupçonné la partialité des arbitres choisis.

Quoi qu'il en soit les idées de MM. Lehr et Martin restèrent à l'état de pure spéculation, on ne parla pas de reviser le traité et depuis lors on n'en a plus jamais parlé.

Ce n'est pas que la question des successions fut considérée comme réglée ou comme insoluble. Quatre *Conférences tenues à la Haye* en 1893, 1894, 1900 et 1904 tentèrent d'arriver à un accord international sur la question. Les divergences furent fort vives et l'on n'arriva pas à s'entendre. Toutefois un projet de convention fut signé, mais ne fut jamais ratifié. Parmi ces signataires figure la France (1).

L'article 1^{er} du projet est ainsi conçu :

« Les successions, en ce qui concerne la désignation des successibles, l'ordre dans lequel ils sont appelés, les parts qui leurs sont attribuées, les rapports, la quotité disponible et la réserve, sont sou-

1. La Suisse était représentée à la conférence par MM. Meili et Roguin. La Commission présenta le texte suivant :

« Les successions sont soumises à la loi nationale du défunt quels que soient la nature des biens et le lieu où ils se trouvent. »

A propos de ce texte, la France et la Suisse furent d'accord pour voter en faveur de l'unité de la succession sans distinction de meubles ou d'immeubles. Mais tandis que la France vota pour l'adoption de la loi nationale, la Suisse se prononça contre.

Lire dans Cl. 1906, p. 16 et s. les raisons de l'attitude des délégués suisses. D'ailleurs, la valeur de ces votes est restreinte par la déclaration que firent les délégués suisses : ceux-ci ont entendu ne rien promettre au nom des États qu'ils représentent mais simplement témoigner de leur sympathie personnelle au principe.

Voir Lainé. *La conférence de la Haye.*, Cl. 1905, 797 et 1906, 7.

« mises à loi nationale du défunt quelle que soit la nature des biens et le pays où ils se trouvent. »

L'article 7 ajoute :

« A l'égard des matières visées dans l'article 1^{er} les
« étrangers ressortissants de l'un des États contrac-
« tants sont entièrement assimilés aux nationaux.
« Seront par conséquent sans application, dans les
« rapports des états contractants les dispositions insti-
« tuant au profit des ressortissants d'un État sur les
« biens situés dans son territoire, des droits de pre-
« lèvement dont l'effet serait de modifier indirecte-
« ment les règles posées dans la présente convention.

« Lesdits droits de prélèvement seront au contraire
« maintenus à titre de compensation si par suite de
« restrictions apportées au principe de l'application
« de la loi nationale du défunt les sujets d'un état
« sont privés quant aux biens situés dans le terri-
« toire d'un autre État, de tout ou partie du bénéfice
« des droits héréditaires qu'ils auraient eu d'après la
« loi nationale du défunt. »

Il n'ait pas inutile de rapporter ces textes quoique sans valeur pratique. Ils montrent à la fois l'état des idées et l'opinion que la France émettrait le cas échéant sur cette question.

Enfin pour clôturer cette étude, nous signalerons les efforts pratiques faits par M. Charles Lachau pour la révision du traité franco-suisse.

En 1900, dans le journal le *Droit*, 28 septembre M. Lachau publiait un projet de convention accompagné d'un exposé des motifs. Nous en détachons ce qui a trait à notre matière.

Art. 7. — « 1^o Le règlement judiciaire de la succes-

« sion mobilière ou immobilière, testamentaire ou *ab*
« *intestat* des ressortissants de chacun des Etats con-
« tractants, sera fait dans celui de ces Etats où était
« le dernier domicile du défunt.

« 2° Seront en conséquence portées devant le tribu-
« nal du dernier domicile du défunt les actions en
« pétition d'hérédité, les actions en partage et toutes
« autres entre cohéritiers jusqu'au partage, les actions
« contre l'exécuteur testamentaire, les actions en nul-
« lité ou en rescision de partage et en garantie des
« lots, les actions des légataires et des créanciers
« contre les héritiers ou l'un d'eux.

« 3° Pour tout ce qui touche aux règles de la dévo-
« lution légale, aux rapports et à la détermination
« de la quotité disponible et de la réserve, la loi natio-
« nale du défunt régira la succession mobilière
« même dans l'autre pays. La succession immobilière
« sera gouvernée par la loi du pays de la situation
« de chacun des immeubles.

« 4° La vente et la licitation des immeubles auront
« lieu suivant que le commandera l'intérêt des par-
« ties soit dans le pays de l'ouverture de la succes-
« sion soit dans celui de la situation des biens. »

Dans l'exposé des motifs joint, la jurisconsulte expose que il y a lieu d'adopter l'unité de juridiction en matière de succession vers laquelle s'oriente nettement la jurisprudence suisse et peut-être s'orientera la jurisprudence française.

Pour le juge compétent, on revient au système de 1828 en déclarant que le juge du lieu d'ouverture et, pour les raisons les plus rationnelles, le juge du domicile est compétent pour statuer sur le règlement

entier d'une succession immobilière et mobilière.

La création d'un tribunal arbitral (comme l'avait proposé M. Martin) soulèverait trop de complications. En cas de conflit et de refus d'exœquatur, le juge de la situation des immeubles sera compétent d'après le droit commun pour en faire la liquidation et le partage (art. 10).

Enfin, point n'est besoin de s'occuper de la loi de 1819, les stipulations sur la loi applicable impliquent des conséquences contraires à la dite loi.

Le projet que nous venons de rapporter est intéressant en ce sens qu'il combine les idées émises par les auteurs et en fait un compromis qui a grande chance d'être accepté.

Si, suivant en cela M. Martin, le projet adopté la compétence du juge du domicile réel même pour les immeubles situés à l'étranger, il sauvegarde l'application de la loi étrangère de situation à chacun des immeubles.

Nous croyons cependant qu'il vaudrait mieux pour la vente et la licitation conserver la compétence du lieu de la situation.

De même pour la loi de 1819 il serait, à notre sens préférable d'insérer une disposition formelle l'écartant. La question a fait trop de bruit pour qu'on ne fixe pas de règle certaine qui guidera péremptoirement le juge. Nous souscririons volontiers à une disposition du modèle de la convention de la Haye.

En 1906, M. Lachau fit paraître dans la *Revue de Droit international privé et de droit pénal internatio-*

nal (1) une étude sur ces traités et projets de traités internationaux, sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des jugements.

Le savant avocat s'y exprime ainsi :

« Tout le monde est d'accord pour solliciter une
« prompte révision du traité franco-suisse.

« Nous avons publié dans le journal *Le Droit* du
« 28 septembre 1900, un projet de traité qui main-
« tient le plan et les accords reconnus utiles, mais le
« projet inspiré par la Convention franco-belge de
« 1899 réforme les dispositions nombreuses de la
« Convention de 1869 qui sont sujettes à des contro-
« verses de jurisprudence entre les deux pays.

« Notre projet a été remis au ministère des Affai-
« res étrangères ; le principe de la révision a été
« accueilli par le ministère de la Justice en 1901 mais
« l'élaboration officielle du projet a été retardée par
« la confection du Code civil qui se poursuit en
« Suisse où un grand nombre d'articles ont déjà été
« votés par le Conseil fédéral. »

Le projet présenté par M. Lachau avait unique-
ment pour but de faire disparaître les divergences
de jurisprudence qui existaient dans leurs deux pays,
sans chercher à refaire un traité sur de nouvelles
bases, et avec de nouveaux principes.

Le Code civil suisse de 1912 permettrait-il de
sérieuses modifications ? Personne n'a encore émis
d'opinion à ce sujet et il serait peut-être téméraire
de notre part de donner la première.

Néanmoins nous pensons que le fait seul d'unifi-

1. T. II, p. 66.

cation de la législation est un immense progrès. Elle permettrait un remaniement du traité avec une compétence judiciaire basée sur le domicile. Les notions désormais uniques d'origine, de domicile, d'ouverture de la succession pourraient servir de bases et de repères fixes. Il y a une étude fort intéressante à faire et recommandable en ce sens qu'elle aiderait à faire disparaître le *nid à procès* qu'est le traité de 1869.

Espérons qu'elle tentera quelque juriste autorisé.

Convention conclue, le 15 juin 1869, entre la France et la Confédération suisse, sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile.

(*Bull. des Lois*, 11° S., B. 1758, n° 17264.)

I. — COMPÉTENCE ET ACTION EN JUSTICE

ARTICLE PREMIER. — Dans les contestations en matière *mobilière* et personnelle, civile ou de commerce, qui s'élèveront soit entre Français et Suisses, soit entre Suisses et Français, le demandeur sera tenu de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur. Il en sera de même pour les actions en garantie, quel que soit le tribunal ou la demande originaire sera pendante. Si le Français où le Suisse défendeur n'a point de domicile ou de résidence connus en France ou en Suisse, il pourra être cité devant le tribunal du domicile du demandeur. Si néanmoins l'action a pour objet l'exécution d'un contrat consenti par le défendeur dans un lieu situé, soit en France ou en Suisse, hors du ressort desdits juges, elle pourra être portée devant le juge du lieu où le contrat a été passé, si les parties y résident au moment où le procès sera engagé.

ART. 2. — Dans les contestations entre Suisses qui seraient tous domiciliés ou auraient un établissement commercial en France, et dans celles entre Français tous domiciliés ou ayant un établissement commercial en Suisse, le demandeur pourra aussi saisir le tribunal du domicile ou du lieu de l'établissement du défendeur, sans que les juges puissent se refuser de juger et se déclarer incompétents à raison de l'extranéité des parties contestantes. Il en sera de même si un Suisse poursuit un étranger domicilié ou résidant en France devant un tribunal français, et réciproquement si un Français poursuit en Suisse un étranger domicilié ou résidant en Suisse devant un tribunal suisse.

ART. 3. — En cas d'élection de domicile dans un lieu autre que celui du domicile du défendeur, les juges du lieu du domicile élu seront seuls compétents pour connaître des difficultés auxquelles l'exécution du contrat pourra donner lieu.

ART. 4. — En matière réelle ou *immobilière*, l'action sera suivie devant le tribunal du lieu de la situation des immeubles. Il en sera de même dans le cas où il s'agira d'une action personnelle concernant la propriété ou la jouissance d'un immeuble.

ART. 5. — Toute action relative à la liquidation et au partage d'une *succession* testamentaire ou *ab intestat* et aux comptes à faire entre les héritiers ou légataires sera portée devant le tribunal de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire s'il s'agit d'un Français mort en Suisse, devant le tribunal de son dernier domicile en France, et s'il s'agit d'un Suisse décédé en France, devant le tribunal de son lieu

d'origine en Suisse. Toutefois, on devra, pour le partage, la licitation ou la vente des immeubles, se conformer aux lois du pays de leur situation. — Si, dans les partages de succession auxquels les étrangers sont appelés concurremment avec des nationaux, la législation de l'un des deux pays accorde à ses nationaux des droits et avantages particuliers sur les biens situés dans ce pays, les ressortissants de l'autre pays pourront, dans les cas analogues, revendiquer de même les droits et avantages, accordés par la législation de l'État auquel ils appartiennent. — Il est du reste bien entendu que les jugements rendus en matière de succession par les tribunaux respectifs et n'intéressant que les nationaux seront exécutoires dans l'autre, quelles que soient les lois qui y sont en vigueur.

.
.

Protocole explicatif annexé au traité

Après s'être mis d'accord sur les termes des divers articles de ladite convention, les plénipotentiaires des deux pays ont pensé qu'il serait utile de déterminer par des observations insérées en un protocole spécial, le sens et la portée de quelques-unes des stipulations sur l'interprétation desquelles il pourrait s'élever des doutes ; à ces causes les plénipotentiaires ont dressé les notes explicatives suivantes.

.
.

ART. 5. — La question s'est élevée, dans le cours des négociations, de savoir si l'article 2 de la loi française de 1819 pouvait être appliqué dans le cas où des héritiers français et suisses se trouveraient appelés concurremment à la succession d'un Français ou d'un Suisse décédé en laissant des biens dans les deux pays. Le Gouvernement suisse exprimait le désir que les successions respectives des Suisses et des Français fussent réglées sans égard aux dispositions de cet article. Le Gouvernement français a expliqué qu'il ne pouvait, par un traité, abroger une loi faite en faveur des Français ; que d'après un arrêt de la Cour de cassation du 18 juillet 1859, les traités antérieurs ne faisaient point obstacle à l'application de l'article 2

de la loi de 1819 ; en conséquence on a exprimé dans des termes généraux que, si la législation d'un des deux pays accordait à ses nationaux des droits et des avantages particuliers sur les biens situés dans le pays, les nationaux de l'autre pays pourraient de même invoquer les lois et avantages à eux réservés par la législation de l'État auquel ils appartiennent.

.

Vu le Doyen,
CAUWÈS

Vu le Président,
PILLET

Vu et permis d'imprimer
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil.
- AUDINET. — Principes de droit international privé.
S. note 1903.2.201.
- AUJAY. — Études sur le traité franco-suisse de 1869. Thèse Paris, 1903.
- BARBARIN. — De la compétence des tribunaux français en matière de succession. Thèse Paris, 1895.
- BROCHER. — Commentaire du traité de 1869. Genève, 1879.
- CHAUDÉ. — Le nouveau Code civil suisse. Thèse Paris, 1909.
- CHAUSSE. — Examen doctrinal. Revue critique, 1888, p. 206 et 1889, p. 244.
- COMBOTHICRA. — Le for de succession dans le traité franco-suisse. Revue générale du droit, 1899, p. 53.
- CURTI. — Der Staatsvertrag von 15 juni 1869.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale.
- DUCAUROY. — Traité des successions.
- JOUSSELIN. — Conflits de lois relatifs aux successions *ab intestat* et testamentaires.
- LAINÉ. — Conférence de La Haye. Cl. 05,803.815.
- LEHR. — Dissertation. Cl. 1879, 533.
- LE HÉNAFF. — Le Code civil suisse (Revue polit. et parlement., 1909-1910).
- MALAPERT. — Le traité franco-suisse de 1869. La loi 7 sept. 1889.
- MARTIN. — Dissertation. Cl. 79, p. 117.

PILLET. — Principes de droit international privé. L'ordre public en droit international.

Pandectes françaises.

RASCANU. — De la succession *ab intestat* en droit international privé. Thèse Paris, 1903.

RENAULT. — Dissertation. Cl. 1875 et 1876.

ROGUIN. — Commentaire du traité de 1869. Conflit des lois suisses.

— Traité de droit civil comparé (1903) et Dissert. Cl. 86, 404.

RUFFIER-LAUCHE. — Du droit de prélèvement établi par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819 (Thèse Paris, 1903).

SIREY. — Jurisprudence.

VINCENT. — Revue pratique de droit international privé, 1890-1891. Le traité franco-suisse de 1869.

VINCENT ET PENAUD. — Dictionnaire de droit international privé.

WAHL. — Dissertation. Cl. 1895, 705.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7
Première Partie. — Compétence législative et compétence judiciaire en matière de succession dans le droit commun international.	11
Deuxième Partie. — Les traités antérieurs. Les négociations de 1868 et 1869. — Les principes directeurs de la Convention.	21
Troisième Partie. — Le traité de 1869. Succession mobilière, succession immobilière. — Actions régies	33
Quatrième Partie. — La loi de 1819 et le traité.	80
Cinquième Partie. — La Revision.	101
TEXTES.	110
BIBLIOGRAPHIE.	115

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
